

APPO

L'Afrique appelle à un moratoire sur la taxe carbone de l'UE

P 16

PRÈS DE 17 000 MILLIARDS DA
DE DÉPENSES BUDGÉTAIRES DANS LE PLF 2025

L'Etat met le paquet

Le projet de la loi de finances 2025 (PLF) qui sera soumis incessamment au Parlement, prévoit des dépenses budgétaires de l'ordre de 16 794,61 milliards DA, soit l'équivalent de 126 milliards de dollars, en augmentation de 9,9% par rapport à celle de l'exercice en cours (2024), lit-on dans le document de présentation de ce texte. P 3

PROJET DU GROUPE ITALIEN
BONIFICHE FERRARESI À
TIMIMOUN

**Création imminente
de l'entreprise «BF El
Djazair Spa»**

Le groupe italien Bonifiche Ferraresi a signé un partenariat avec le Fonds National d'Investissement (FNI) algérien pour un projet agricole qui verra officiellement le jour en novembre prochain dans la wilaya de Timimoun. Ce projet prévoit la concession de 36 000 hectares pour la production de blé dur, de légumineuses et de pâtes. Une coentreprise sera prochainement créée, avec 51 % de participation italienne et 49 % algérienne, sous le nom de BF El Djazair Spa.

P 2

PRODUCTION PÉTROLIÈRE
DE L'OPEP+

**En baisse de 500 000
barils/j en septembre**



En septembre 2024, la production pétrolière des pays membres de l'OPEP+ a enregistré une baisse notable de 500 000 barils par jour par rapport au mois d'août, portant la production totale à 40,23 millions de barils par jour. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », cette diminution est largement attribuée à des facteurs internes dans certains pays, tels que la fermeture des champs pétroliers en Libye et la réduction des exportations en Irak, ainsi qu'à des réductions volontaires dans d'autres membres de l'alliance.

P 5

INTERNET

**Plus de 1,5 million
de foyers connectés
au FTTH**

Le nombre de foyers connectés au réseau internet très haut débit en fibre optique jusqu'au domicile (FTTH) a dépassé le seuil de 1,5 million, a annoncé samedi le ministère de la Poste et des Télécommunications dans un communiqué.

P 3

COMMERCIALISATION DE LA POMME

**Des mesures
pour limiter la hausse
des prix** P 2

LANCEMENT DU PROJET D'APPUI
POUR UNE ASSURANCE INCLUSIVE

**Pour une nouvelle dynamique
dans les Assurances** P 5

ORAN

**Lancement imminent
de la réalisation de sept
centres de stockage
de céréales** P 6

PARTENARIAT
ALGÉRO-SAUOUDIEN

Une
expérience
novatrice dans
la mise en
valeur agricole
à El-Meniaâ

Le partenariat algéro-saoudien établi dans le cadre de la mise en valeur agricole, à l'instar des cultures stratégiques à El-Meniaa, constitue une expérience novatrice, au regard des résultats obtenus et des objectifs tracés pour l'extension de cet important investissement dans la wilaya, en passe de se hisser en pôle agricole dans le Sud du pays, selon la direction locale des Services agricoles (DSA). Fruit d'un partenariat fructueux via une société à responsabilité limitée (SARL) entre M. Abdelkrim Bounâama (partie algérienne) et l'Emir Mechaâl Bensoud Ben Abdelaziz (partie saoudienne), le projet d'envergure, spécialisé dans le développement des cultures céréalière, fourragère et phoenicière, revêt une valeur économique ajoutée à même de renforcer les capacités productrices agricoles de l'Algérie. Parmi les segments agricoles développés figurent les céréales (semences de blé dur) sur une superficie de 800 ha, les cultures fourragères (maïs grains et fourrager, foin et luzerne) sur 500 ha, en sus de la production de dattes (variétés Deglet-Nour et Ghars) et de l'élevage, a-t-on expliqué à la DSA. S'étendant sur une superficie globale de 5.000 ha au niveau du périmètre agricole dit Mechcardel, sur le territoire de la commune de Hassi El-Gara, cet ambitieux projet d'investissement, accordé au titre de la concession agricole, a vu le jour en 2018 avec le lancement des travaux d'aménagement et de terrassement, après avoir rempli les conditions et procédures administratives. Ces dernières consistaient en l'établissement d'un titre de concession, l'octroi de 30 autorisations de forages d'irrigation, dont 20 forages déjà réalisés et les dix (10) restant devant l'être l'année prochaine, selon la fiche technique du projet. Le projet est doté des équipements nécessaires, dont la mise en place de 20 pivots d'irrigation couvrant 40 ha chacun, d'un système d'irrigation par goutte-à-goutte sur une superficie de 20 ha peuplés d'arbres fruitiers et de palmiers dattiers, en sus d'un entrepôt de 1.600 m2 et d'une base de vie de 1.000 m2 dotée des commodités nécessaires.

R. E.

PROJET DU GROUPE ITALIEN BONIFICHE FERRARESI À TIMIMOUN

Création imminente de l'entreprise « BF El Djazair Spa »

Le groupe italien Bonifiche Ferraresi a signé un partenariat avec le Fonds National d'Investissement (FNI) algérien pour un projet agricole qui verra officiellement le jour en novembre prochain dans la wilaya de Timimoun. Ce projet prévoit la concession de 36 000 hectares pour la production de blé dur, de légumineuses et de pâtes. Une coentreprise sera prochainement créée, avec 51 % de participation italienne et 49 % algérienne, sous le nom de BF El Djazair Spa. L'investissement total du projet est estimé à 420 millions d'euros, financé par les deux partenaires selon une répartition de 51 % pour l'Italie et 49 % pour l'Algérie, a indiqué l'agence de presse italienne officielle (ANSA) dans une dépêche publiée le 9 octobre dernier.

Par Mourad A.

Ce projet marque une étape importante dans le développement de l'agriculture en Algérie. Il se concentre sur la production de blé dur et de légumineuses sèches, des cultures essentielles pour la sécurité alimentaire du pays, notamment dans un contexte de diversification économique et de réduction des importations alimentaires. Cette nouvelle structure permettra de combiner les ressources et l'expertise des deux pays, tout en garantissant une forte implication des acteurs locaux dans la gestion du projet. Le financement est réparti selon ces mêmes proportions, assurant une participation équitable de chaque partenaire dans le développement du projet. Pour garantir le succès de l'initiative, plusieurs mesures facilitatrices ont été mises en place. Parmi elles, l'obtention de permis de forage pour l'extraction des eaux



souterraines, indispensables à l'irrigation dans cette région aride.

Ces autorisations, obtenues grâce à la collaboration entre le ministère de l'Agriculture et le ministère des Ressources en Eau, sont un atout précieux, assurant une irrigation stable et garantissant une production agricole durable.

La première phase du projet prévoit la mise en culture de 3 000

hectares de blé dur dès novembre 2024, avec un objectif d'expansion à 10 000 hectares pour les légumineuses sèches au printemps suivant. À terme, l'ambition est d'atteindre 36 000 hectares, répartis entre blé dur et légumineuses, afin de soutenir une production agricole locale durable et d'augmenter la rentabilité de cette région semi-aride. Ce projet ne se limite pas à la simple production agricole. Il

s'inscrit dans une stratégie plus large visant à renforcer la souveraineté alimentaire de l'Algérie, réduire les importations alimentaires et stimuler le développement économique local. Il est également en phase avec l'initiative Plan Mattei, qui vise à promouvoir une coopération stratégique entre l'Algérie et l'Italie, en s'appuyant sur des investissements communs et des partenariats bénéfiques pour les deux pays.

Au-delà de l'impact économique immédiat, ce projet pourrait transformer la région de Timimoun en un pôle de production agricole moderne, tout en créant des emplois locaux et en renforçant l'autosuffisance alimentaire de l'Algérie. Ce partenariat stratégique pourrait marquer le début d'une nouvelle ère pour l'agriculture en Algérie, avec des bénéfices tangibles tant pour l'économie locale que pour la sécurité alimentaire du pays à long terme.

COMMERCIALISATION DE LA POMME

Des mesures pour limiter la hausse des prix

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, et celui du Commerce et de la Promotion des exportations, ont annoncé jeudi une série de mesures pour limiter la hausse des prix de la pomme dont l'ouverture d'espaces de vente directe gratuitement au profit des agriculteurs au niveau des marchés de gros. Ces décisions ont été prises lors d'une réunion de coordination coprésidée par le ministre du Commerce et la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, et du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Youcef Cherfa, consacrée à « l'examen des mécanismes et cadres réglementaires de régulation du marché de la pomme, dans le cadre de l'approche participative adoptée par l'ensemble des acteurs concernés, ainsi que l'examen du programme relatif au déstockage de la pomme de terre ». Lors de cette réunion, il a été procédé à la présentation des données relatives à la fi-

lière de la pomme au niveau national, ayant enregistré, durant cette saison, « une augmentation significative de la production et une abondance en termes de quantité et de qualité, mais leur prix connaissent une hausse notable sur les marchés », selon un communiqué conjoint des deux ministères. Dans ce cadre, les ministres ont souligné la nécessité d'étudier les facteurs et raisons de la flambée des prix de ce produit en pleine saison de récolte, en dépit de son abondance annoncée par les producteurs, et ce pour la prise des mesures nécessaires afin de garantir la stabilité du marché, et préserver ainsi les revenus des agriculteurs et le pouvoir d'achat du citoyen, ajoute la même source. A cet effet, il a été décidé de « l'ouverture d'espaces de vente directe gratuitement au profit des agriculteurs et des producteurs de pomme au niveau de tous les marchés de gros relevant de la Société publique Magros à partir de samedi pro-

chain, outre plus de 144 points de vente mis à la disposition des agriculteurs pour commercialiser leurs produits directement aux consommateurs y compris les grandes surfaces commerciales ».

Par ailleurs, les entreprises économiques publiques Sarpa et Frigomedit ont été chargées de l'achat, sans marge bénéficiaire, des récoltes de pomme auprès des agriculteurs pour constituer un stock de régulation, en plus d'assurer le transport gratuit de la production de pomme des exploitations vers les marchés de gros.

Il a été décidé, en outre, de procéder au recensement des chambres froides et des espaces de stockage de la pomme et à la détermination des quantités stockées, déclarées et non déclarées, en vue de lutter contre la spéculation, ainsi qu'à l'élaboration d'un calendrier pour le déstockage progressif pour répondre aux besoins du marché, selon le communiqué.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PRÈS DE 17 000 MILLIARDS DA DE DÉPENSES BUDGÉTAIRES
DANS LE PLF 2025

L'Etat met le paquet

Le projet de la loi de finances 2025 (PLF) qui sera soumis incessamment au Parlement, prévoit des dépenses budgétaires de l'ordre de 16 794,61 milliards DA, soit l'équivalent de 126 milliards de dollars, en augmentation de 9,9% par rapport à celle de l'exercice en cours (2024), lit-on dans le document de présentation de ce texte.

Par Sirine R.

Elaboré sur la base d'un baril de pétrole brut à 60 dollars et un prix prévisionnel du marché à 70 dollars, le PLF prévoit un montant global de recettes budgétaires de l'ordre de 8523,06 milliards DA, en hausse de 3,5% par rapport aux recettes prévues pour la clôture de l'exercice en cours, tirées principalement par l'accroissement de 9,0% des recettes fiscales. Compte tenu de ces niveaux prévisionnels des recettes et des dépenses, le déficit budgétaire devrait s'accroître pour passer de -7 039,66 milliards DA (-19,8% du PIB) en 2024 à -8 271,55 milliards (-21,8% du PIB) en 2025. Les orientations pour les trois prochaines années ciblent à renforcer la discipline budgétaire, et à préserver l'équité sociale et le pouvoir d'achat du citoyen, à travers la relance des grands projets structurants, la poursuite de la diversification de l'activité économique et l'augmentation des exportations hors hydrocarbures.

Les cadrages macroéconomiques et budgétaires (principaux agrégats) retenus pour l'élaboration du PLF 2025 tablent pour l'année prochaine sur des volumes d'exportations de produits d'hydrocarbures en croissance de 1,9%, un Produit intérieur brut (PIB), en valeur nominale, de 37 863,00 milliards DA (278,71 milliards de dollars), une population résidente qui devrait atteindre 47,8 millions d'habitants et un taux de croissance global de 4,5% de l'économie nationale. Dans le détail, le projet anticipe une croissance du secteur des hydrocarbures en progression de 2,4% en 2025, tirée notamment par une politique de relance et de développement des activités de prospection, à travers l'intensification de l'effort d'exploration et l'amélioration du taux de récupération au niveau des gisements, aux fins d'augmenter la production primaire des hydrocarbures pour la porter à 206 millions de TEP en 2027. En hors hydrocarbures, le texte qui intè-

gre des projections sur une trajectoire triennale pour la période 2025 à 2027, prévoit une progression de 5% du PIB pour l'année prochaine, sur la base de prévisions de croissance réelle par secteur d'activité (croissance des valeurs ajoutées en volume), de 4,4% pour l'agriculture, 6,2% pour l'industrie, 4,3% dans le BTPH et 5,3% dans les services.

En termes d'équilibres extérieurs, le PLF anticipe pour l'année prochaine un solde global positif de la balance des paiements à 1,17 milliards de dollars et un solde de la balance commerciale qui devrait enregistrer des excédents de 4,83 milliards dollars en 2025, 3,57 milliards de dollars en 2026 et 3,35 milliards en 2027.

Aussi, l'encours des réserves officielles de change devrait s'accroître par rapport aux prévisions de clôture de 2024 pour se situer à 72,95 milliards de dollars en 2025, soit l'équivalent de 16 mois d'importations. Dans ce même contexte, le texte table sur un montant global d'exportations de biens de 50,90 milliards de dollars en 2025, celles d'hydrocarbures devant s'établir à 43,73 milliards de dollars sur la base d'un prix du marché projeté à 70 dollars le baril.

En parallèle, les importations de biens devraient atteindre un montant de 46,07 milliards de dollars, en hausse de 1,3% en dollar courant par rapport aux prévisions de clôture de l'exercice en cours. Dans l'ensemble, le projet de loi de finances pour 2025 et la trajectoire budgétaire triennale (2025-2027) qu'il charrie s'inscrit, est-il indiqué, dans la continuité de la démarche tracée dans la loi de finances précédente, confirmant ainsi la stratégie budgétaire à moyen terme qui repose sur le plafonnement de la dépense publique conjuguée à une évolution progressive des recettes fiscales. Cette stratégie, est-il attendu, devrait permettre au déficit global du Trésor rapporté au PIB de passer de -24,4% en 2025 à -22,2% en 2027.

Sur le plan social, des mesures de soutien au pouvoir d'achat ont été prises dans le cadre du PLF 2025. Un budget de 5928,18

milliards de DA, soit l'équivalent de 35% du budget de l'Etat, est orienté vers les transferts sociaux. Un montant important qui traduit la volonté de chef de l'Etat de préserver le pouvoir d'achat. En effet, le PLF propose une exonération de TVA pour les importations de viandes blanches congelées effectuées à partir du 8 janvier 2024 et jusqu'au 31 décembre 2025, en plus de la prorogation de la même mesure d'exonération temporaire et jusqu'à la même échéance pour les opérations de vente de légumes secs et riz, importés ou produits localement, ainsi que des fruits, légumes frais, œufs de consommation, poulet de chair et dinde produits localement.

Les subventions des produits de large consommation coûteront 659,96 milliards DA, dont 348,96 milliards pour les céréales, 100 milliards Da pour le lait, 88 milliards pour l'eau dessalée, 23 milliards pour l'énergie et 100 milliards de dinars pour la stabilisation des prix du sucre et de l'huile.

Toujours dans le cadre du soutien au pouvoir d'achat du citoyen, il est prévu la prorogation jusqu'au 31 décembre 2025, du délai à partir duquel les importateurs/transformateurs de l'huile brute de soja doivent entamer le processus de production de cette matière première ou de l'acquérir sur le marché national. Concernant le recrutement, il est prévu l'ouverture de 43.393 postes dans le secteur de l'éducation et 19.782 postes dans la santé. Dans le logement, il est prévu un abattement de 10% consentie par l'État au profit des bénéficiaires de logements AADL 03 ayant honoré le paiement des 38% du prix du logement et désirant solder leur logement par anticipation.

Enfin, dans le cadre de l'encouragement du paiement électronique, les TPE et les kits destinés à l'assemblage de ces terminaux seront exonérés des droits de douane et TVA jusqu'au 31 décembre 2027.

INTERNET

Plus de 1,5
million de foyers
connectés au
FTTH

Le nombre de foyers connectés au réseau internet très haut débit en fibre optique jusqu'au domicile (FTTH) a dépassé le seuil de 1,5 million, a annoncé samedi le ministère de la Poste et des Télécommunications dans un communiqué. "Conformément à l'objectif de numérisation globale et en application des directives de Monsieur le Président de la République concernant la généralisation de la technologie de la fibre optique, la mise en œuvre du plan d'action a permis d'atteindre 1,5 million de foyers connectés au réseau de fibre optique jusqu'au domicile (FTTH)", précise la même source. Cette avancée couronne la tendance à la hausse du nombre total de foyers bénéficiant de cette technologie moderne, qui est passée de 53.000 foyers au début de l'année 2020 à un seuil d'un million de foyers en novembre 2023 avant de dépasser 1,5 million de foyers début octobre 2024 à travers le territoire national, note le ministère. "Cette évolution quantitative s'accompagne d'une amélioration qualitative de la vitesse de débit disponible pour les abonnés", relève le communiqué, soulignant qu'Algérie Télécom a lancé des offres promotionnelles pour ceux souhaitant bénéficier de débits élevés allant jusqu'à 1 Gigabit/seconde sur demande". Le ministère indique, par ailleurs, que le programme de généralisation de la technologie de la fibre optique jusqu'au domicile "se poursuit à travers la connexion de tous les foyers n'ayant pas encore accès à internet fixe, notamment dans les nouveaux quartiers et les pôles urbains". Le programme de généralisation du FTTH se poursuit également à travers la modernisation du réseau d'accès en cuivre existant et la conversion progressive des abonnés du réseau en cuivre ancien xDSL vers la technologie FTTH. Le ministère rappelle que "l'avancée réalisée par l'Algérie dans l'adoption de cette technologie s'inscrit dans le cadre de l'augmentation continue du nombre total de foyers connectés au réseau internet fixe, qui est passé de 3,5 millions au début de l'année 2020 à 5,8 millions en octobre 2024".

R E.

BANQUE D'ALGÉRIE

Un projet de système de paiement électronique instantané en cours d'élaboration

La Banque d'Algérie (BA) se prépare au lancement d'un projet de paiement électronique instantané dans le cadre des dispositions prises pour réaliser les objectifs de l'inclusion financière et améliorer l'accès aux services bancaires, a affirmé le vice-directeur général du Centre de pré-compensation interbancaire (CPI), Nabil Dahia. Intervenant au 2e jour de la Conférence internationale de haut niveau sur les paiements numériques en Algé-

rie, M. Dahia a affirmé que "la BA se prépare au lancement du projet de système de paiement instantané en Algérie en vue d'atteindre les objectifs stratégiques liés à l'inclusion financière, d'améliorer l'accès aux services de paiement et de réduire les coûts et risques des transactions". Le paiement instantané est un système permettant d'effectuer des transactions financières par voie électronique, la valeur de la transaction étant transférée en temps réel sur le compte du

commerçant, au lieu d'attendre 72 heures comme c'est le cas pour les transactions actuelles. Le représentant du CPI, qui regroupe les différentes banques actives sur le paysage, dont la BA, a souligné que dans le cadre de la première phase du projet de paiement instantané, soit la phase de conception, "les avancées technologiques des systèmes de paiement instantané (IPS) et les tendances qui façonneront son avenir ont été prises en compte, tout en définissant

les objectifs, les techniques de base et la conception d'une architecture évolutive et compatible avec les systèmes actuels". Et d'ajouter "un système de paiement instantané inclusif et équitable exige une infrastructure numérique solide qui garantit la continuité et la rapidité du service, tout en assurant les plus hauts niveaux de sécurité et de confiance pour protéger les transactions et simplifier l'utilisation".

R E.

MONNAIES
Le dollar
faiblit après
une inflation
américaine
plus élevée
que prévu

Le dollar lâche du lest vendredi après la publication jeudi d'une inflation plus élevée qu'anticipée aux Etats-Unis, mais tempérée par des demandes d'emplois hebdomadaires plus nombreuses que les projections. Vers 09H25, la devise américaine se replie de 0,11% par rapport à la monnaie unique, à 1,0947 dollar pour un euro, et fléchit d'autant face à la devise britannique, à 1,3074 dollar pour une livre. En septembre, la hausse des prix aux Etats-Unis a ralenti à 2,4% sur un an, contre 2,5% le mois précédent, selon l'indice CPI publié jeudi, dépassant les 2,3%. "En temps normal, une telle publication sur l'inflation aurait incité les investisseurs à atténuer leurs attentes en matière de baisse des taux" de la Réserve fédérale (Fed), admettent les analystes de la Deutsche Bank. Sauf que "les premières demandes hebdomadaires d'allocations chômage publiées au même moment ont été sensiblement plus mauvaises que prévu", constatent-ils. Sur la semaine achevée le 5 octobre, 258.000 nouvelles demandes d'allocations chômage ont été enregistrées aux Etats-Unis, au plus haut depuis août 2023, là où seules 230.000 étaient attendues.

Fitch maintient la note de la France
mais la place sous perspective
négative

L'agence de notation Fitch maintient la note de la France à AA-, mais avec une perspective négative, ce qui veut dire qu'il envisage à l'avenir de la dégrader, a-t-elle indiqué vendredi dans un communiqué. "Les risques liés à la politique budgétaire se sont accrus depuis notre dernier examen", explique Fitch, dont la note précédente publiée sur la France remonte à avril. "Le dérapage budgétaire prévu cette année place la France dans une situation plus défavorable, et nous prévoyons désormais des déficits budgétaires plus importants, ce qui entraînera une forte augmentation de la dette publique pour atteindre 118,5% du PIB d'ici 2028", écrit Fitch dans son communiqué. Et alors que le gouvernement compte ramener le déficit public français à 5% du PIB dès 2025 puis sous les 3% en 2029, l'agence Fitch n'y croit pas: elle a relevé ses prévisions de déficit public pour la France en 2025 et 2026 "à 5,4 % du PIB".

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	406,00	425,00	+4,68	5,12	-0,86	8,20	7,06	69	29 325,00
BIOPHARM	BIO	2 280,00	2290,00	0,44	3,48	-1,23	6,87	7,86	1731	3 963 990,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 292,00	2289,00	-0,13	0,58	-0,00	12,04	5,46	9502	21 750 078,00
EGH EL AURASSI	AUR	405,00	NC	0,00	0,00	-5,10	5,12	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	-1,68	-16,24	2,03	-	0	0,00

AAPI

9684 projets enregistrés jusqu'à
septembre 2024

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a enregistré, jusqu'à septembre dernier, 9684 projets d'investissement, avec une valeur financière de plus de 4170 milliards de DA, a déclaré jeudi le Directeur général de l'agence, Omar Rekkache. Invité de la Radio nationale, M. Rekkache a précisé que le nombre des projets d'investissement enregistrés au niveau des guichets de l'agence a atteint, jusqu'à septembre dernier, 9684 projets, à la faveur du "rétablissement de la confiance des investisseurs en le climat d'investissement en Algérie". près

de 59 % de ces projets sont entrés en phase de réalisation, a-t-il fait savoir, ajoutant que le montant global de ces investissements dépasse 4170 milliards de DA. Concernant les assiettes foncières consacrées à la réalisation des projets d'investissement, disponibles sur la plateforme numérique de l'investisseur, il a fait état de l'attribution de 660 assiettes foncières, réparties sur 47 wilayas du pays, depuis février dernier, soulignant que "391 contrats de concession" ont été octroyés. Le responsable a précisé également que le nombre des demandes d'assiettes foncières avait

atteint 3992 demandes. Pour ce qui est des défis, M. Rekkache a affirmé que l'agence s'emploie à répondre aux ambitions économiques définies par les hautes autorités du pays, notamment l'objectif d'atteindre 20.000 projets d'investissement, un chiffre qui, a-t-il dit, "peut être atteint d'ici l'année 2026", compte tenu du degré d'adhésion des opérateurs économiques et des porteurs de projets au nouveau système d'investissement, ainsi que du volume d'afflux des investisseurs et des détenteurs de capitaux vers l'investissement.

PARLEMENT

L'Algérie prend part à la 149^e session de l'UIP à Genève

Une délégation des deux chambres du Parlement, conduite par le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, prendra part, du 13 au 17 octobre, aux travaux de la 149e session de l'Union interparlementaire (UIP) et réunions connexes, prévus à Genève (Suisse), indique vendredi un

communiqué de l'APN. La délégation parlementaire algérienne est composée du vice-président de l'APN et membre du bureau du Groupe consultatif de haut niveau de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent de l'UIP, M. Monder Bouden, de la première vice-présidente du forum des femmes parlementaires et

membre du bureau de la Commission permanente de la démocratie et des droits de l'homme de l'UIP, Farida Ilimi, et du président de la Commission des Transports et des Télécommunications à l'APN et membre du bureau du forum des jeunes parlementaires et du bureau de la Commission permanente de la sécurité et de la

paix internationales de l'UIP, Mohamed Anouar Bouchouit. Le Conseil de la nation sera représenté au sein de cette délégation par son vice-président et vice-président du Comité exécutif de l'UIP, Ahmed Kherchi, et les sénateurs Fouzia Benbadis, Abderrahmane Guenchouba et Kamel Khelifati.

"OCTOBRE ROSE"

Intensification des campagnes de sensibilisation
contre le cancer du sein

Les campagnes de sensibilisation pour le dépistage du cancer du sein se sont intensifiées en ce mois d'"octobre rose" en vue de lutter contre cette pathologie. "Le mois d'octobre est celui de la sensibilisation par excellence contre le cancer du sein et à ce titre, une instruction a été adressée aux établissements de santé de proximité à l'effet d'organiser des portes ouvertes de sensibilisation et d'information sur la nécessité du dépistage", a déclaré à l'APS, Dr Djamila Nadir, chargée de la prévention des maladies non transmissibles (MNT) au ministère de la Santé. Ainsi, ces structures de santé enregistrent, tout au long

de ce mois, une activité particulière ciblant la population féminine afin de l'intéresser à l'importance du dépistage de ce cancer, a-t-elle précisé, faisant savoir que deux mammoscopes effectueront, sur plusieurs jours, une opération de dépistage dans les wilayas d'Ain-Defla et Khenchela, en plus de la mise en service d'une télé-radiologie au niveau de l'unité

de Sénologie de l'EPH de Biskra. A cet effet, Dr Nadir recommande à la population féminine de se faire dépister "dès l'âge de 20 ans en cas d'antécédents familiaux et à l'âge de 40 ans pour les autres catégories", précisant que "plus le dépistage se fait tôt, plus les chances de guérison totale augmentent et plus la durée et le coût thérapeutiques sont réduits".

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 10 أكتوبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 10 Octobre 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
DA / Kg		معدل	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	89	107	70	البطاطا
	Tomate	120	141	99	الطماطم
	Oignon sec	50	57	43	البصل الجاف
	All sec	405	462	348	الثوم الجاف
	Carotte	79	89	69	الجزر
	Navet	120	134	106	لفت
	Poivron	117	132	102	الفلفل الاخضر
	Piment	134	151	117	الفلفل الحار
	Courgette	160	175	146	الكوسة
	Haricot vert	232	255	208	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	124	138	110	الخس
	Pomme locale	399	508	289	التفاح المحلي
	Datte	510	642	377	التمر
	Melon	97	109	86	البطيخ الاصفر
	Pastèque	93	104	82	البطيخ الاحمر
	Poire	400	495	305	الاجاص
	Raisin	205	251	158	العنب
Produits d'origine animale	Banane	414	431	398	الموز
	Viande bovine locale	1780	1909	1650	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	426	438	414	الدجاج
	Ceufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)

PRODUCTION PÉTROLIÈRE DE L'OPEP+

En baisse de 500 000 barils/j en septembre

En septembre 2024, la production pétrolière des pays membres de l'OPEP+ a enregistré une baisse notable de 500 000 barils par jour par rapport au mois d'août, portant la production totale à 40,23 millions de barils par jour. Selon la plateforme spécialisée « Attaqa.net », cette diminution est largement attribuée à des facteurs internes dans certains pays, tels que la fermeture des champs pétroliers en Libye et la réduction des exportations en Irak, ainsi qu'à des réductions volontaires dans d'autres membres de l'alliance.

Par Mourad A.

En raison de conflits internes liés à la gouvernance du pays, notamment des différends sur la direction de la banque centrale, la Libye a été le principal contributeur à cette baisse, avec une chute de près de 410 000 barils par jour. Cette instabilité a eu un impact direct sur la production, bien que des accords aient récemment été trouvés pour désamorcer la crise. Certains pays, en revanche, ont connu une légère augmentation de leur production. L'Iran, par exemple, a vu sa production grimper de 50 000 barils par jour, atteignant 3,23 millions de barils par jour en septembre, tandis que le Koweït, Oman et l'Azerbaïdjan ont également enregistré de petites hausses. Toutefois, ces augmentations n'ont pas suffi à compenser la baisse observée en Libye et dans d'autres pays en difficulté, et la production globale des membres de l'OPEP+ a donc diminué. L'Algérie, quant à elle, a maintenu une pro-

duction stable à 910 000 barils par jour en septembre, consolidant sa position au sein de l'OPEP+. Alors que certains pays membres ont ajusté leurs productions à la baisse, notamment ceux confrontés à des excédents par rapport à leurs quotas, l'Algérie continue de jouer un rôle clé dans la stabilisation du marché pétrolier. Contrairement à d'autres nations qui ont dû réduire leur production en raison de tensions internes ou de problèmes logistiques, l'Algérie a su préserver la constance de ses exportations, en partie grâce à une infrastructure bien établie et une gestion relativement stable. Cette stabilité est d'autant plus précieuse dans un contexte mondial marqué par l'incertitude géopolitique, où chaque décision de production peut avoir un impact significatif sur les prix mondiaux. À l'échelle mondiale, l'Algérie bénéficie également de son rôle stratégique au sein de l'OPEP+, un cartel de producteurs qui ajuste ses politiques de production pour ré-

guler l'offre mondiale. Avec des pays comme l'Irak et le Kazakhstan qui cherchent à compenser leurs excédents de production, l'Algérie conserve une position d'acteur clé dans la gestion des quotas, contribuant ainsi à un équilibre délicat sur le marché. Sa capacité à maintenir un niveau de production stable tout en respectant les engagements de l'OPEP+ lui permet de continuer à influencer sur les décisions importantes qui influencent les prix du pétrole. Cette dynamique de production a bien entendu un impact direct sur les prix du pétrole. Alors que la demande mondiale est affectée par des facteurs comme la faiblesse économique en Chine et l'augmentation de la production des pays non membres de l'OPEP+, les prix ont montré des signes de volatilité. En septembre 2024, les prix ont chuté à moins de 70 dollars le baril pour le Brent, mais les récentes tensions géopolitiques au Moyen-Orient ont provoqué une remontée des prix. La production de

l'OPEP+, en particulier celle des pays comme l'Arabie Saoudite et la Russie, qui ont ajusté leurs quotas, contribue à cette dynamique complexe. Le comité de surveillance ministériel de l'OPEP+ a récemment décidé de maintenir sa politique de réduction de la production sans modifications majeures, bien qu'une réduction progressive des quotas soit envisagée à partir de décembre 2024. Cette mesure vise à soutenir les prix dans un environnement mondial où la demande est inférieure à celle attendue et où l'incertitude économique reste élevée. « Attaqa.net » prévoit que les prix du pétrole pourraient atteindre une moyenne de 76 dollars le baril pour le quatrième trimestre 2024, avec des perspectives de baisse modérée en 2025. Ces fluctuations auront un impact direct sur les producteurs comme l'Algérie, qui continueront de surveiller de près les développements du marché, prêts à ajuster leurs politiques en fonction de l'évolution des prix et des besoins de l'OPEP+.

OPEP- GECF

Une coopération renforcée pour relever les défis énergétiques

Par M. A.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et le Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) ont réaffirmé leur rôle crucial dans la dynamique énergétique mondiale lors de leur cinquième réunion de haut niveau, tenue avant-hier par visioconférence. Cette rencontre a été l'occasion de souligner l'importance fondamentale du pétrole et du gaz pour la prospérité humaine, tout en mettant en avant la nécessité d'une coopération renforcée entre les deux organisations pour relever les défis énergétiques de demain. Haitham Al Ghais, Secrétaire général de l'OPEP, a insisté sur le fait que le pétrole et le gaz sont au cœur de presque tous

les aspects de la vie moderne. Bien au-delà de leur rôle dans la production d'énergie, ces ressources fossiles sont indispensables à des secteurs vitaux tels que l'industrie, le transport, la production alimentaire, et même l'agriculture. Dans ce contexte, malgré les efforts mondiaux pour favoriser la transition énergétique et les énergies renouvelables, il est prévu que la part combinée du pétrole et du gaz dans le mix énergétique mondial restera supérieure à 53 % d'ici 2050. Une telle projection met en lumière la nécessité de maintenir, voire d'augmenter, les investissements dans ces secteurs afin de répondre à une demande mondiale en constante augmentation. Face à cela, l'OPEP a lancé un appel à des "investisse-

ments adéquats et opportuns" pour garantir une offre à la hauteur de cette demande. Les experts estiment que ces investissements devront atteindre 17,4 trillions de dollars d'ici 2050, soit environ 640 milliards de dollars par an. Ces chiffres, impressionnants, révèlent l'ampleur des enjeux auxquels les producteurs de pétrole et de gaz doivent faire face pour assurer une stabilité énergétique à l'échelle mondiale. La coopération entre l'OPEP et le GECF s'est affirmée comme essentielle pour répondre à ces défis. Mohamed Hamel, Secrétaire général du GECF, a mis en avant la solidité du partenariat entre les deux organisations, qui s'est traduit par des avancées significatives dans le partage de données et la participation conjointe à des fo-

runs énergétiques internationaux. Cette collaboration est d'autant plus cruciale dans un environnement énergétique mondial en perpétuelle évolution. Ensemble, les deux organisations cherchent à garantir la stabilité des marchés de l'énergie, tout en répondant aux besoins croissants en énergie des pays en développement. Le gaz naturel, en particulier, a été mis en avant comme une ressource clé dans cette dynamique. Mohamed Hamel a rappelé que la demande mondiale de gaz devrait augmenter de 34 % d'ici 2050, soulignant ainsi son rôle essentiel dans la transition énergétique. Non seulement le gaz naturel est une source d'énergie plus propre que le charbon et le pétrole, mais il constitue également une matière première indispen-

sable à la production d'engrais, un élément crucial pour la sécurité alimentaire mondiale. Au-delà des questions économiques, la réunion a également permis d'aborder des enjeux globaux tels que la durabilité énergétique, la lutte contre la pauvreté énergétique et l'accès à des solutions de cuisson propres. Ces préoccupations visent à garantir un accès équitable à l'énergie pour tous, tout en minimisant l'impact environnemental. Il a été souligné que la coopération technique, notamment à travers la recherche, l'échange de données et la transparence des informations, est un levier essentiel pour anticiper les évolutions du marché et adapter les politiques énergétiques en conséquence.

LANCEMENT DU PROJET D'APPUI POUR UNE ASSURANCE INCLUSIVE

Pour une nouvelle dynamique dans les Assurances

Par Réda Hadi

Le projet d'Appui aux parties prenantes pour une assurance inclusive en Algérie a été lancé, jeudi, dans le cadre de l'initiative globale relative aux facilités d'assurance et de financement des risques (IRFF), lancée par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Présidant la cérémonie d'ouverture de l'atelier dédié au lancement du projet, le ministre des Finances, Laaziz Faïd a souligné que ce projet vise à renforcer les capacités des intervenants dans le domaine des assurances, de développer des solutions d'assurance inclusives, de sensibiliser les citoyens à l'importance de ce domaine et de promouvoir des mécanismes adaptés au financement des risques. Ainsi donc après la feuille de route des paiements numériques, dans son allocution, le ministre des Finances, Laâziz Faïd,

a affirmé que l'Etat attend de cette initiative qu'elle représente une large contribution au développement de l'activité d'assurance en Algérie, qui demeure en deçà des grandes potentialités de l'économie algérienne. Ce projet, indique le premier argentier du pays, vise à «renforcer les capacités des intervenants dans le domaine des assurances, de développer des solutions d'assurance inclusives, de sensibiliser les citoyens à l'importance de ce domaine et de promouvoir des mécanismes adaptés au financement des risques». Le ministre a également déploré la faible part du secteur dans le produit intérieur brut (PIB), qui ne dépasse pas 1%, malgré la croissance continue de l'activité des assurances en Algérie et l'augmentation du chiffre d'affaires du secteur, atteignant 162 milliards de DA en 2023, grâce à plusieurs réformes, pour ne citer que la libéralisation de l'activité d'assurance et l'adoption de l'assurance Takaful.

Selon des sources, ce projet se décline sur trois principaux axes : la sensibilisation des citoyens et des opérateurs économiques à l'importance des assurances, la formation des cadres des compagnies d'assurance sur l'obligation de l'assurance inclusive ainsi que la formation des contrôleurs de l'activité d'assurances parmi les cadres du ministère des Finances afin de réguler l'activité. Financé par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement, ce projet, d'une valeur de 500.000 USD, relève la représentante résidente du PNUD en Algérie, Natasha Van Rijn, bénéficiera «de l'accompagnement d'institutions internationales réputées et expérimentées en la matière. L'objectif est d'insuffler une dynamique positive et de hisser la performance du secteur des assurances en Algérie. De son côté, l'ambassadeur allemand à Alger, M. Georg Felsheim, estime que ce projet permet de créer d'im-

portants mécanismes de solidarité, notamment avec les catégories vulnérables de la société. Quant à la représentante du ministère des Affaires étrangères, Manel Ayoubi, celle-ci a axé son intervention sur les risques climatiques très coûteux à l'Etat, faisant de son engagement aux initiatives internationales dans le domaine des assurances, l'une des options efficaces en termes de gestion des risques financiers liés aux changements climatiques. Notons, par ailleurs, qu'au cours de cette rencontre, il a été précisé que cette initiative fait suite à une étude diagnostique du marché des assurances en Algérie, réalisée par le PNUD et le ministère des Finances en 2021, qui a révélé que l'activité ne couvrait pas toutes les catégories. Selon l'étude, l'Etat supporte des charges financières importantes pour la couverture des risques majeurs à travers des fonds spéciaux pour financer ces risques.

MASCARA

Approvisionnement du marché avec 160 tonnes de viandes blanches locales congelées

L'approvisionnement du marché dans la wilaya de Mascara avec une quantité de 160 tonnes de viandes blanches (poulet) locales congelées, a été lancé, dernièrement, au prix de 295 DA le kilo, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction du commerce et de la promotion des exportations. Cette quantité de viande blanche locale congelée a été acquise par le groupe public des abattoirs de l'Ouest, sachant qu'il a été procédé, dans ce cadre, à l'ouverture de six points de vente de ces viandes au niveau des communes de Zahana (2 points) Oggaz, Sig, Mohammadia et Mascara, alimentés par une quantité globale de 160 tonnes vendus au prix fixe de 295 DA le kilo, a-t-on indiqué. Afin d'élargir l'opération de vente de cette viande blanche congelée locale dans les différentes communes de la wilaya, la direction précitée a lancé des campagnes de sensibilisation au niveau des boucheries, au cours desquelles ces commerçants ont été incités à prendre contact avec le groupe public des abattoirs de l'Ouest pour la commercialisation de cette viande, sachant que chaque boucher recevra une quantité de 200 kilos de ce produit . Pour sa part, le chef du bureau de wilaya de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Mustapha Bousbaïa, a salué, dans une déclaration à l'APS, l'initiative du groupe public avicole de l'ouest et l'ouverture de six points de vente de viandes blanches locales congelées dans la wilaya de Mascara, permettant ainsi de garantir l'abondance de ces viandes à des prix à la portée des petites bourses. Pour rappel, plus de 146 tonnes de viandes blanches importées ont été commercialisées, du 8 août au 10 septembre derniers, au prix de 295 DA le kilo, sachant que 13 points de vente de ces viandes ont été ouverts à travers neuf communes par l'entreprise publique économique avicole "Remchavi" et le groupe public avicole de l'Ouest.

ORAN

Lancement imminent de la réalisation de sept centres de stockage de céréales

Les travaux de réalisation de sept centres de stockage de céréales seront lancés, dans les prochains jours dans la wilaya d'Oran, a annoncé, jeudi, le wali Saïd Sayoud.

La capacité d'accueil de ces silos est de 500.000 quintaux de céréales chacun, a souligné le même responsable dans une déclaration à la presse en marge de sa supervision du lancement de la campagne de labours semailles à la ferme pilote "Ibrir Cheikh" de la commune de Bousfer. Le plus grand silo, dont la capacité devra atteindre 1 million de quintaux de céréales, est prévu dans la commune de Oued Tlelat, où l'opération de réalisation est prise en charge par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural et a fait l'objet de plusieurs visites de la part des autorités pour entamer les travaux, a ajouté le wali. Concernant l'augmentation des superficies irriguées à Oran, le wali a indiqué dans son intervention à cette occasion que la question de l'approvisionnement en eau du périmètre de la plaine de "M'lata" sera effectuée à partir de la station d'épuration des eaux

usées d'El Kerma, au cours de l'été prochain, après la mise en œuvre du projet d'aménagement et de réhabilitation de cette station, qui permettra d'irriguer 6.000 ha, ajoutant que l'équipement actuel de cette installation ne permet la production que de 20.000 mètres cubes d'eau, en plus des puits des agriculteurs, sachant qu'environ 950 ha de ce périmètre sont actuellement irrigués. La campagne de labours semailles dans la wilaya cible, au cours de la saison agricole en cours 2024-2025, une superficie allant jusqu'à 36.000 ha de divers types de céréales, soit une augmentation de 4.000 ha par rapport à la saison dernière, a souligné à l'APS la directrice locale des services agricoles, Karima Amrani. La même responsable a affirmé que tous les moyens et possibilités sont disponibles pour la réussite de cette campagne, indiquant que la coopérative des céréales et lé-

gumes secs (CCLS) a fourni 47 quintaux de diverses variétés de semences et a acquis trois nouvelles variétés de semences, outre de la mobilisation du matériel et des engrais. D'autre part, un guichet unique a été mis en place au niveau de la CCLS pour faciliter aux agriculteurs l'opération de fourniture en engrais, a souligné le directeur de la coopération, Ameer Lagraa. A l'occasion du lancement de la campagne des labours semailles, de la Journée nationale de vulgarisation Agricole et de la Journée Mondiale de l'alimentation, une exposition diversifiée de produits agricoles a été organisée au niveau de la pépinière "My Rose", dans la commune d'El Ançor, en présence de plusieurs cultivateurs et organismes en lien avec le secteur, organisée par les directions de la Chambre d'Agriculture et des Services agricoles.

MOSTAGANEM

Vaste opération de réhabilitation de bâtisses anciennes au centre-ville

Le centre-ville de Mostaganem a bénéficié d'une vaste opération ciblant l'aménagement et la réhabilitation de bâtisses anciennes, a-t-on appris, jeudi, de la directrice de wilaya de l'Urbanisme, de l'architecture et de la Construction, Hamza Hakima. Mme Hamza a déclaré à l'APS que cette opération intervient dans le sillage de deux projets visant la restauration de la mosquée "Badr" à caractère historique et archéologique, ainsi que la place publique mitoyenne et la bâtisse abritant le complexe culturel de la commune composée d'une bibliothèque, d'un musée et d'une salle de spectacles. La première phase de cette

opération cible le "proche périmètre des deux projets, appelé localement "Les Arcades", qui est connu pour sa très forte mobilité de piétons et de voitures. La seconde phase vise, quant à elle, le reste des bâtisses, dont la date de construction remonte à la période coloniale, a-t-elle fait savoir, précisant que ce projet d'urgence a nécessité la mobilisation d'une allocation budgétaire évaluée à 50 millions de dinars. S'agissant du chantier relatif à l'aménagement de la mosquée "Badr", la responsable locale a indiqué que le taux d'avancement des travaux a atteint à ce jour 85%, relevant que les actions qui y

sont menées actuellement portent sur le confortement de la toiture de la salle des prières, conformément aux recommandations émises par le Centre de contrôle technique (CTC). Mme Hamza a fait observer, par ailleurs que, parallèlement à ces actions, le centre-ville de Mostaganem bénéficiera d'une autre opération devant porter sur l'aménagement des voies de circulation, la réhabilitation des trottoirs et l'éclairage public au niveau de plusieurs axes routiers. L'opération en question, dotée d'une enveloppe financière de 40 millions de dinars, s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme

d'aménagement et d'amélioration urbains ayant ciblé plusieurs cités et sites de la capitale du Dahra, à l'instar du quartier " Salamandre" des cités des "72 logements ", "Djebli Mohamed" et " El-Bahr", pour une enveloppe budgétaire cumulée évaluée à pas moins de 400 millions de dinars. Il convient de souligner qu'outre les routes et les trottoirs, un grand nombre de places et de jardins publics ont fait l'objet d'aménagement, avant de confier leur gestion à des entreprises publiques afin de les protéger contre les risques de dégradation et pour en faire des lieux de détente et de loisirs au profit des familles de la région.

FÊTE DE LA POMME À BATNA

65 producteurs à la quatrième édition

Pas moins de 65 producteurs ont participé à la quatrième édition de la Fête de la pomme, qui s'est tenue à Batna, sous le slogan :«Une ère nouvelle pour l'agriculture dans les Aurès ». Des pavillons dressés dans la salle d'exposition »Assihar », dans le centre de Batna, ont mis en valeur les meilleures variétés de ce fruit, pour la culture duquel la wilaya des Aurès est devenue, ces dernières années, le leader national en termes de production. Le wali de Batna, Mohamed Benmalek, qui a présidé, aux côtés du président de la Chambre nationale de l'agriculture, Mohamed-Yazid Hambli, l'ouverture de cette manifestation, qui a attiré un nombreux public, a rappelé le soutien et l'accompagnement dont peuvent bénéficier les po-

miculteurs et, plus généralement, les arboriculteurs fruitiers, en vue de développer leurs productions au double plan quantitatif et qualitatif. Visitant les différents pavillons de l'exposition, le chef de l'exécutif local s'est longuement entretenu avec les producteurs venus de plusieurs communes de la wilaya, dont il a écouté les préoccupations. Des préoccupations liées, en particulier, au soutien nécessaire pour l'acquisition des filets anti-grêle et aux autorisations de fonçage de puits, que M. Benmalek a promis d'examiner et de régler en fonction des moyens disponibles. Pour sa part, le président de la Chambre nationale de l'agriculture a salué les réalisations de la wilaya de Batna en matière de production de pommes, en quantité et

qualité, grâce aux efforts des agriculteurs, aux mesures prises par les pouvoirs publics pour protéger le produit national et à la faveur de l'accompagnement des producteurs qu'il a encouragé à investir et à étendre les vergers de pommes en s'appuyant sur les technologies modernes. La superficie dédiée aux pommiers s'étend, dans la wilaya de Batna, sur 5.639,77 hectares, dont 4.696,69 hectares productifs, qui relève notamment des communes d'Ichemoul, de FoumToub, d'Inoughissen et de Hidoussa, selon le directeur des Services agricoles, Tahar Bekroun, qui a indiqué que la récolte attendue, cette saison, est estimée à plus de 1,65 million de quintaux avec un rendement de 351 quintaux par hectare.

FACE AUX DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES

La Chine peaufine son plan de relance

Un plan détaillé a été mis au point pour tenter de faire face aux «nouveaux problèmes» rencontrés par Pékin. Sera-t-il suffisant?

Par Richard Arzt

La situation économique de leur pays n'étant pas aussi bonne qu'espérée, les dirigeants chinois ont décidé de réagir. Le 26 septembre, après une réunion du bureau politique du Parti communiste (PCC), il a été indiqué que «de nouveaux problèmes sont apparus» dans l'économie nationale. Un plan détaillé a donc été mis au point. Pendant l'été, de nombreuses réunions se sont succédé à Pékin, au cours desquelles des économistes chinois de haut niveau ont proposé à Xi Jinping et aux dignitaires du PCC des perspectives d'amélioration de la deuxième économie au monde. Tout semble indiquer que le ralentissement actuel de la croissance a d'autant plus surpris les dirigeants chinois qu'il s'est accentué de mois en mois. À l'évidence, le fort confinement décrété en janvier 2020 en raison du Covid-19 a eu pour effet de bloquer la marche normale de l'économie chinoise. Mais, en bonne logique, la levée de toutes les restrictions décidée en novembre 2022 aurait dû provoquer une forte reprise de cette croissance.

Au contraire, l'activité économique en Chine n'a pas redémarré. La confiance des ménages et des entreprises dans l'économie est restée en berne, tout comme les achats de biens de consommation. Mais «pour les dirigeants chinois la question n'est pas d'avoir la confiance ou de ne pas l'avoir», estime Zhang Lun, professeur à l'université de Cergy-Pontoise et responsable d'un programme sur la Chine à la Maison des sciences de l'homme (Paris). Il considère que «pour les dirigeants chinois, l'important, c'est stopper la décrue de la croissance et donner de l'oxygène à l'économie. L'essentiel actuellement est de relancer l'économie et de stopper sa tendance à la dégradation qui se manifeste mois après mois.»

5% de croissance, un objectif qui s'éloigne

Actuellement, l'objectif de 5% de croissance cette année est devenu difficile à atteindre. Il est probable que la détérioration de la situation économique de la Chine s'amorçait avant l'apparition du Covid-19, mais elle s'est nettement accélérée. Des documents édités en Chine au premier semestre 2024 montrent que les bénéfices des grandes entreprises chinoises ont baissé de près de 18%. D'autre part, en août dernier, les ventes au détail ont ralenti de 2,1% par rapport à 2023 et, toujours en août, la production industrielle a progressé de 4,5% contre 5,1% en juillet. Il ne reste qu'un trimestre pour atteindre 5% de croissance. Des mesures ponctuelles de relance ont parfois été décidées par le gouvernement chinois, mais elles n'ont guère eu d'effet. Si bien que, face à cet état de l'économie, Pékin s'est décidé à réagir. Le plan qui vient d'être déclenché vise d'abord à montrer

que le gouvernement chinois entend remettre en marche la machine de production et de consommation du pays. Il s'agit de faire en sorte que les Chinois n'en arrivent pas à douter de la compétence de leurs dirigeants. En Chine, il n'y a pas de sondages d'opinion qui puissent le confirmer mais certains sujets, comme le taux de chômage élevé qui touche les jeunes diplômés des universités, sont particulièrement sensibles dans la société. Pour autant, en juillet dernier, la traditionnelle réunion du plénum du Parti communiste n'a pas envisagé de déclencher des mesures d'urgence. En revanche, dans les semaines qui ont suivi, tout s'est accéléré et, le 26 septembre, l'annonce d'un vaste plan de relance montrait un souci d'agir au plus vite. La présentation officielle des décisions prises était conforme au style traditionnel du gouvernement chinois: «Nous devons considérer la situation économique actuelle de manière globale, objectivement et sereinement, affronter les difficultés sans détour et renforcer la confiance.»

Un projet en plusieurs étapes

Ce plan, qui concerne de nombreux secteurs de l'économie chinoise, a été dévoilé en plusieurs phases. Dès le 24 septembre, Pan Gongsheng, le gouverneur de la Banque de Chine, donnait une conférence de presse avec à ses côtés des régulateurs de la Bourse, Li Yunze, le directeur de l'Administration centrale de régulation financière, et Wu Qing, qui dirige l'autorité de régulation des marchés. Pan Gongsheng annonçait notamment que le principal taux directeur chinois était abaissé de 1,7% à 1,5% et que le ratio de réserves imposé aux banques était réduit de 0,5. L'objectif est d'assouplir la politique monétaire et de permettre au système bancaire d'injecter 1.000 milliards de yuans (127 milliards d'euros) dans le système financier. Et, est-il précisé, la Banque de Chine va se concentrer sur la demande intérieure et la promotion d'une reprise durable. Parallèlement, le plan de relance dévoile de nombreuses intentions du pouvoir chinois. Il est prévu «d'augmenter les revenus des groupes à faibles et moyens revenus», «de soutenir la structure de la consommation» ou encore «d'améliorer les politiques de soutien à la natalité». Une partie du plan concerne le domaine de l'immobilier, actuellement en crise. Le 26 septembre, le bureau politique du PCC indiquait les grandes directions du plan en la matière: «Des efforts seront déployés pour stabiliser le marché de l'immobilier et inverser sa tendance à la baisse, ajuster la politique restrictive d'acquisition immobilière, baisser les crédits immobiliers pour les logements existants, améliorer rapidement les politiques foncières, budgétaires, fiscales et financières, et promouvoir l'établissement d'un nouveau modèle de développement immobilier.»

Par ailleurs, alors que le stock d'appareils invendus ou de chantiers non achevés est devenu un problème visible dans de nombreux nouveaux quartiers de la Chine urbanisée, la part d'apport exigée des ménages pour l'achat d'un deuxième bien immobilier sera réduite de 25% à 15%. L'ensemble des dispositions contenues dans ce plan de relance a été annoncé à l'approche du 1er octobre, jour de célébration de la fondation de la République populaire en 1949. Cette date est suivie par une semaine de congé. Cette année, les bourses ont approché cette fête nationale dans un climat d'euphorie. Après l'annonce du plan de relance, les places de Shanghai et de Shenzhen ont pris 25% en cinq jours. Et le 8 octobre, après les congés, les bourses chinoises ont bondi en moyenne de 10%. Quant aux nombreuses entreprises internationales dont le chiffre d'affaires dépend en grande partie de la Chine, elles ont également vu, dans leurs pays, la cote de leurs actions remonter. Dans le domaine du luxe, LVMH a gagné 18% sur une semaine, Richemont, qui possède Cartier, 17%. En ce qui concerne les métaux, le cuivre, le plomb et le nickel sont aussi montés d'environ 6%.

Quelle efficacité?

Zhang Lun est de ceux qui apprécient l'impact positif et immédiat des mesures décidées à Pékin, mais il s'interroge sur la suite: «Je suis sûr que les mesures décidées dans ce plan vont produire des effets. Ce sera mesurable au premier semestre ou peut-être au second semestre de l'an prochain. Mais, est-ce que ces mesures auront des effets qui s'installeront dans la durée? Là aussi, de mon point de vue, on verra l'an prochain. Enfin, est-ce que ces mesures sont de taille à résoudre les nombreux problèmes structurels de l'économie chinoise? On peut avoir des doutes.» Dès maintenant, le bruit court dans les milieux d'affaires internationaux présents à Pékin, Shanghai ou Shenzhen que le plan qui vient d'être annoncé pourrait avoir de solides prolongements. L'équivalent de 130 milliards d'euros seraient prêts à être mis à la disposition des banques d'État chinoises afin qu'elles continuent à relancer l'activité. Ces 130 milliards pourraient en partie être le fruit de la vente d'obligations émises par l'État. Autre possibilité, selon l'agence Reuters: le gouvernement chinois préparerait le lancement d'un emprunt de 2.000 milliards de yuans (256 milliards d'euros) pour distribuer de l'argent public aux ménages, refinancer les collectivités locales et donc renforcer la demande. Il y aurait aussi de nouvelles aides sociales pour les plus démunis. «Nous sommes pleinement confiants d'atteindre les objectifs de développement économique et sociétal cette année.»

Zheng Shanjie, président de la Commission nationale pour le développement et la réforme De façon plus générale, les idées pour relancer l'économie chinoise ne semblent pas manquer en Chine. Quantité de revues publient des propositions d'universitaires et d'experts. Dans Le Quotidien du peuple, l'organe officiel du Parti communiste, un article a repris une idée répandue de réforme du Hukou, le permis de résidence qui maintient les inégalités entre villes et campagnes. Il y a deux catégories de citoyens en Chine: ceux enregistrés avec une origine rurale et les urbains. L'article expliquait qu'on allait supprimer les différences entre ces deux statuts et que chacun allait pouvoir s'installer partout et, sur son lieu de travail, avoir droit au système local de protection de la santé et au régime scolaire pour ses enfants. Cela représenterait une véritable révolution sociale et permettrait d'élever le niveau de vie d'une bonne partie des quelque 800 millions de ruraux que compte la Chine. La consommation pourrait en bénéficier, en particulier celle des produits chinois. Ces projets ont été repris dans les travaux du plénum de juillet dernier, mais de façon très vague et limitée. Une pareille audace réformatrice peut être publiée en Chine, mais n'est pas encore acceptable par la direction du Parti communiste. Pour l'instant, le plan de relance qui a été établi est destiné à parer au plus pressé. Il s'agit de contrer le ralentissement continu de l'économie chinoise. Et pour cela, l'important est de faire en sorte qu'il y ait suffisamment de liquidités en Chine pour relancer la consommation et soutenir la Bourse. Le 8 octobre, Zheng Shanjie, le président de la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC), importante institution économique chinoise, déclarait: «Nous sommes pleinement confiants d'atteindre les objectifs de développement économique et sociétal cette année.» Sans être plus précis. Le souci du pouvoir chinois est sans doute d'observer ce qui vient d'être décidé avant d'aller plus loin. Il est probable cependant que d'autres mesures soient en réserve au cas où celles qui viennent d'être lancées ne suffiraient pas. En particulier, une revalorisation des pensions de retraite et des allocations chômage pourrait être décidée. Mais il peut aussi arriver que des chocs survenant dans le monde contrarient les intérêts de la Chine et pèsent sur son économie. À ce sujet, il est probable qu'à Pékin, on observera de près le comportement à l'égard de la Chine de celui ou celle qui, en novembre, va accéder à la présidence des États-Unis. Mais, dans l'immédiat, la Chine se préoccupe avant tout de son marché intérieur. Et le reste du monde observe les difficultés qu'il rencontre.

Source : Slate.fr

LIBYE

Priorité à la relance de la production avec la levée du blocus pétrolier

Cela fait plusieurs semaines qu'une grande partie de la production pétrolière de la Libye est bloquée. Ceci, en raison d'un bras de fer politique au sommet de l'État autour de la désignation du patron de la banque centrale. Cela est chose faite depuis quelques jours par consensus. La priorité du gouvernement libyen doit être d'œuvrer dans les plus brefs délais au rétablissement de la production pétrolière à son plateau constant de ces derniers mois, soit environ 1,2 million de barils par jour. C'est l'opinion exprimée jeudi 3 octobre par Farhat Bengdara, le patron de la National Oil Corporation (NOC), lors d'une rencontre avec Abdul Hamid Dbeibah, le Premier ministre du gouvernement d'union nationale (GNU). Cela passe par une politique d'exécution accélérée des plans stratégiques prévus pour soutenir le secteur pétrolier. Ceci, en misant sur la coopération internationale pour attirer des investissements et maximiser les retombées de la monétisation des ressources énergétiques de la Libye. Ces échanges ont lieu dans la foulée de l'annonce par les autorités de l'est de la Libye de la reprise de la production des gisements pétroliers, principalement situés dans cette région. Parallèlement, les exportations qui avaient été suspendues ces 5 dernières semaines en raison de la rivalité politique avec le GNU, ont également repris. Ces évolutions marquent la fin du blocus sur le pétrole qui a fait chuter la production en dessous des 500 000 b/j. Quelques semaines avant la crise, la NOC avait annoncé un plan visant le forage de 121 nouveaux puits pétroliers cette année. Une étape jugée essentielle à la poursuite des objectifs de production de 2 millions b/j d'ici fin 2025.

ÉGYPTE

Axa et l'opérateur public postal égyptien lancent une société de micro-assurance

L'entité nouvellement créée cible près de 12 millions d'Égyptiens à faible revenu, avec des produits d'assurance spécifiques adaptés à leur condition.

L'assureur égyptien, Axa Egypt, et l'agence gouvernementale du service postal du pays, (Egypt Post) ont conjointement lancé une société de micro-assurance dans le pays. L'annonce a été faite le jeudi 3 octobre 2024. L'entité cible 12 millions d'Égyptiens à faible revenu et ayant un accès limité aux services d'assurance classique proposés sur le marché. « Les offres de cette micro-assurance comprendront à la fois des produits de détail et de groupe, couvrant des domaines tels que l'assurance maladie hospitalière, l'assurance accident individuelle, l'assurance vie temporaire, la protection des paiements, l'assurance vie crédit, l'assurance bétail et la protection collective. Ces produits seront accessibles via de multiples canaux, notamment le vaste réseau d'Egypt Post, les institutions de microfinance et les plateformes de fintech », précise Axa Egypt. Avec l'approbation en mai 2024 d'un nouveau

projet de loi unifié sur les assurances, le gouvernement égyptien travaille à moderniser le secteur et à accroître sa transparence. Cette loi introduit de nouvelles catégories d'assurance obligatoire, et préconise une augmentation du capital minimum des assureurs du pays. En attendant son entrée en vigueur, le marché égyptien de l'assurance poursuit sa dynamique de croissance. Il a enregistré des progrès considérables en termes de pénétration et de primes émises. Les revenus du marché égyptien des assurances ont progressé de 28,9 % à 35,8 milliards de livres égyptiennes au premier semestre 2023, selon des données publiées par l'Autorité de régulation financière (FRA) d'Égypte.

La micro-assurance en pleine croissance en Afrique

De manière globale, la micro-assurance présente un gros potentiel en termes d'expansion et de

croissance en Afrique. Selon une étude sur l'état des lieux de la micro-assurance publiée en mai 2024 de la plateforme Microinsurance Network, plus de 34 millions de personnes vivant dans 14 pays africains étaient couvertes par des programmes de micro-assurance en 2021. Ces données sont en nette progression par rapport à celles collectées 13 années auparavant, soit à fin 2008, par le Fonds pour l'innovation en micro-assurance de l'Organisation internationale du travail (OIT). L'organisme a révélé dans une étude sur l'état des lieux de la micro-assurance en Afrique que 14,7 millions de personnes à faible revenu étaient couvertes à cette période. Ces assurés représentaient environ 2,6 % de la population vivant avec moins de 2 \$ par jour dans 32 pays. Le total des primes de micro-assurance versées en 2008 s'élevait à environ 257 millions \$.

MAURITANIE

Tasiast fournit 3600 tenues et 2555 kits scolaires aux écoles d'Inchiri et de Dakhlet Nouadhibou

Kinross Tasiast est fier d'annoncer la distribution de fournitures scolaires aux écoles des régions d'Inchiri et de Dakhlet Nouadhibou en début de semaine. Cette donation, qui s'inscrit dans le cadre de programmes visant à faciliter l'accès à un enseignement primaire de qualité en Mauritanie, confirme l'engagement de Tasiast à contribuer à un développement durable dans les régions voisines de la mine et soutenir les communautés locales. Les kits scolaires distribués com-

prennent pour chacun : un sac, une gourde, des cahiers, des stylos, des crayons ainsi que d'autres fournitures essentielles. De plus, 3 600 uniformes scolaires pour filles et garçons, seront distribués afin d'accompagner les élèves tout au long de l'année. Par ailleurs, 250 tables ont été remises aux écoles primaires de Chami et de Dakhlet Nouadhibou afin d'améliorer leur capacité d'accueil et de garantir des conditions d'apprentissage plus favorables. La cérémonie de remise des dons,

organisée à Dakhlet Nouadhibou, s'est déroulée en présence de M. Baba Ould Salih, Vice-Président des Relations extérieures de Tasiast, et de Mme Hapsatou Bal, Directrice des relations sociales. Étaient également présents à l'événement le Wali de Dakhlet Nouadhibou, M. Mahi Ould Hamed, le Hakem de Nouadhibou, ainsi que l'adjointe au Maire de Nouadhibou. Le Wali de Dakhlet Nouadhibou a de même exprimé sa reconnaissance envers l'équipe de Tasiast et souligné l'importance de

tels dons pour couvrir les besoins éducatifs exprimés en Mauritanie : « Nous exprimons notre gratitude à Kinross Tasiast pour ses dons généreux à la région, qui coïncident avec le début officiel de l'année scolaire. Cette contribution s'aligne sur les principes de « l'école républicaine », qui garantit l'égalité des chances à tous les élèves mauritaniens au cours des premières années du primaire, reflétant ainsi la vision de Son Excellence le Président Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani ».

EPARGNE EN TUNISIE

Comment sauver un mécanisme crucial malmené ?

Dans un contexte économique délicat marqué par l'instabilité et une inflation en hausse, l'épargne se présente comme un outil incontournable pour les ménages tunisiens. Pourtant, les défis sont nombreux : méfiance envers les institutions financières, manque d'éducation financière et priorisation de la consommation immédiate. L'épargne joue un rôle crucial dans la stabilité et le développement économique d'un pays. En Tunisie, la question de l'épargne revêt une importance particulière, tant pour la sécurité financière des ménages que pour le financement des investissements. Malgré des indicateurs positifs dans certains segments, le développement de l'épargne en Tunisie est entravé par des obstacles structurels et conjoncturels qui méritent une attention particulière.

Pourquoi les Tunisiens épargnent-ils si peu ?

Tout d'abord, il est important de souligner

que la composition de l'épargne tunisienne se divise en trois principales catégories : l'épargne des ménages, les excédents budgétaires des entreprises publiques et l'épargne des institutions. Selon Mohamed Nakhili, expert bancaire, les dépôts à terme et autres produits financiers ont enregistré une hausse notable en 2023, atteignant un total de 16.509 millions de dinars, avec une augmentation de 1.277 millions de dinars par rapport à l'année précédente. Cette tendance montre un intérêt croissant pour l'épargne, mais soulève également des questions sur les défis qui entravent son expansion. En effet, en Tunisie, l'épargne se décline en différentes formes. L'épargne classique, incarnée par les livrets d'épargne, est largement adoptée par les familles. En outre, les contrats de capitalisation et les investissements en actions représentent d'autres avenues d'épargne. En matière d'avantages fiscaux, l'État tunisien encourage l'épargne à long terme, permettant aux épargnants de

bénéficier d'une réduction d'impôts allant jusqu'à 55% sur les fonds investis, plafonnés à 100.000 dinars par an lors de la première année de souscription. Ces incitations visent à promouvoir une culture d'épargne, en offrant des alternatives aux ménages qui cherchent à sécuriser leur avenir financier. Malgré ces efforts, l'épargne en Tunisie fait face à des défis majeurs qui entravent son développement. Selon l'expert bancaire, la situation économique difficile, marquée par une inflation galopante et une instabilité financière persistante, incite de nombreux Tunisiens à privilégier la consommation immédiate plutôt que l'épargne à long terme. En 2023, la Tunisie a enregistré un taux d'inflation de 8,6 %, ce qui a considérablement réduit le pouvoir d'achat des ménages. Face à cette réalité, de nombreux citoyens perçoivent l'épargne comme un luxe qu'ils ne peuvent pas se permettre, préférant dépenser leurs ressources pour faire face aux besoins quotidiens.

ZAMBIE

Lusaka vise jusqu’à 45 % d’intérêts dans de nouveaux projets de cuivre

La Zambie est le deuxième producteur africain de cuivre, avec une participation d’environ 20 % pour l’État dans les mines. L’État prévoit une production annuelle de 3 millions de tonnes d’ici 2031, contre 700 000 tonnes en 2023, et cherche aussi à augmenter son implication dans le secteur minier.

En Zambie, le gouvernement souhaite former des coentreprises avec le secteur privé pour développer de nouveaux permis d’exploration. La participation de l’État dans ces projets pourrait atteindre 45 %, a déclaré cette semaine le ministre des Mines Paul Kabuswe. Les permis en question seront constitués des zones d’intérêt identifiées à l’issue d’une campagne de cartographie lancée cette année. Le gouvernement a à cet effet signé un contrat avec la société sud-africaine Xcalibur pour un levé géophysique aérien dans tout le pays, en vue de mieux connaître son potentiel minier. Selon le ministre des Mines, les licences proposées par le gouvernement aux investisseurs doivent être considérées comme



un apport en capital au sein des éventuelles coentreprises. « Notre contribution en tant que nation est ce que nous avons découvert sur ce terrain parce que nous avons déjà investi de l’argent par le biais de la cartographie », a ajouté M. Kabuswe, selon des propos relayés par

Bloomberg. Il faut souligner que ce nouveau développement fait partie de la stratégie de la Zambie d’obtenir une plus grande part des recettes minières. Les autorités ont aussi annoncé cette année la création d’une société chargée de contrôler au moins 30 %

d’intérêts dans les nouvelles mines de minéraux critiques, y compris le cuivre. La participation maximale actuelle du gouvernement dans les mines de cuivre est de 20 %. Pour rappel, la Zambie est le deuxième producteur africain de cuivre avec environ 700 000 tonnes en 2023. L’objectif du gouvernement est d’atteindre une production annuelle de 3 millions de tonnes d’ici 2031. Cependant, la volonté d’obtenir une plus grande part dans les mines peut entraîner des tensions avec les compagnies minières qui sont les principaux producteurs de cuivre. Actuellement, Barrick Gold, First Quantum Minerals, Vedanta et International Resources Holdings possèdent les plus grandes mines de cuivre du pays.

CÔTE D’IVOIRE

La mine Séguéla bien partie pour livrer 4 tonnes d’or en 2024

Mise en service en mai 2023, la mine d’or ivoirienne Séguéla enregistre cette année sa première année d’exploitation complète. Après y avoir produit 78 617 onces en 2023, Fortuna Mining vise cette année jusqu’à 138 000 onces. A fin septembre, la compagnie canadienne est sur le point d’atteindre ce but. En Côte d’Ivoire, la mine d’or Séguéla a livré 102 537 onces sur les neuf premiers mois de 2024. C’est ce qu’a déclaré son propriétaire canadien Fortuna Mining, dans une mise à jour publiée le 10 octobre, précisant que le projet

est bien placé pour atteindre la limite supérieure des prévisions annuelles (126 000 à 138 000 onces, soit jusqu’à 3,91 tonnes d’or en 2024). Mise en service en mai 2023, Séguéla fait partie des mines qui soutiennent la croissance de la production ivoirienne d’or ces dernières années. Avec environ 4 tonnes d’or en 2024, la production d’or à Séguéla enregistrerait une hausse de 75 % en glissement annuel. Au niveau national, notons que la production d’or devrait atteindre 55 tonnes selon les prévisions du gouvernement, contre 51 tonnes livrées par les mines en

2023. Les autorités comptent sur la croissance de la production des mines existantes et sur la mise en service de la mine Lafigué. La hausse de la production d’or peut aussi augmenter les revenus générés par le secteur minier, surtout dans un contexte de prix élevés pour l’or sur le marché international. Le métal jaune se négocie cette semaine à plus de 2600 \$ l’once, en hausse d’environ 30 % depuis janvier 2024. En Côte d’Ivoire, le taux de la taxe ad valorem est de 6 %, lorsque le prix de vente de l’or est supérieur à 2000 \$ l’once, contre 5 % lorsque l’or est vendu entre 1600 et 2000 \$

l’once. Selon les estimations de la Banque centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest (BCEAO), les recettes d’exportations de l’or ont atteint 1427 milliards FCFA (2,38 milliards \$) dans le pays en 2023, ce qui représente 13,7 % des 10 349 milliards FCFA d’exportations totales cette même année. A en croire les chiffres les plus récents de l’Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), le secteur extractif ivoirien dominé par l’exploitation de l’or a représenté 4,1 % du PIB en 2021, et environ 6 % des recettes budgétaires.

TOGO

Le pays prépare un plan à 36,7 millions \$ pour les filières cacao et café

Les exportations togolaises de café et de cacao ont augmenté de 9 % et 63 % respectivement lors de la campagne commerciale 2022-2023. Pour s’assurer de maintenir le cap, les autorités et divers acteurs des filières préparent des investissements stratégiques. Le Togo peaufine un plan d’investissement global de 22 milliards FCFA pour développer ses filières cacaoyère et caféière à l’horizon 2030. Les discussions entre autorités et consultants spécialisés locaux s’achèvent ce vendredi, en vue d’adopter ces programmes. Prévoyant 10,3 milliards FCFA

pour le cacao et 11,7 milliards FCFA pour le café, ils mettent l’accent sur la réorganisation des filières et l’implémentation d’un mécanisme de financement des petits exploitants défavorisés dans la chaîne de valeur. Un cadre stratégique est ainsi proposé pour améliorer leur rentabilité et leur garantir un revenu vital. « À l’horizon 2030, l’ambition est d’avoir des filières cacao et café performantes sur toute leur chaîne de valeur, créatrices de richesses et d’emplois décents, notamment en milieu rural » a affirmé Enselme Gouthon, le président du Comité de coordination de ces

filières (CCFCC), pour qui l’objectif est d’encourager la production et la transformation locale de ces 2 produits importants dans l’économie agricole togolaise. Il souhaite de bâtir une agriculture professionnalisée, compétitive et durable via ces plans de développement qui doivent permettre au pays de mieux se positionner sur les marchés régionaux et internationaux. L’initiative survient alors que, rappelle TogoFirst, les filières café et cacao ont été secouées au Togo par des difficultés commerciales et des baisses de production ces dernières années.

AU 1ER SEMESTRE 2024

La part du commerce intra-africain a progressé de 1%

L’OMC a publié une mise à jour de ses perspectives de croissance pour le commerce mondial. Les nouveaux chiffres renvoient à la baisse les prévisions d’exportation de l’Afrique mais soulignent une tendance positive pour le commerce intrarégional. Au premier semestre 2024, la part du commerce intra-africain dans les échanges du continent est passée de 11 % à 12 %, selon Coleman Nee, chargé des affaires économiques à l’OMC. Cette progression contraste avec une baisse de 5 % des importations africaines sur la même période. Bien qu’elle soit faible, cette croissance intervient dans un contexte où les efforts pour stimuler le commerce intracontinental commencent à prendre forme avec l’opérationnalisation de la Zone de libre-échange africaine. « Malgré la faible croissance du commerce en termes de volume, les estimations préliminaires suggèrent que la part du commerce intrarégional en Afrique pourrait être en train d’augmenter [...] Cela devrait contribuer aux efforts de l’Afrique pour diversifier le commerce et mieux protéger les économies africaines contre les chocs économiques externes » a souligné M. Coleman. L’OMC a également révisé à la baisse ses prévisions pour le commerce africain en 2024 : les exportations devraient croître de 2,5 % (contre 5,3 % initialement prévu), tandis que les importations n’augmenteraient que de 1 % (contre 4,4 %). Pour 2025, l’organisation anticipe une hausse des exportations de 2,2 % et des importations de 1,1 %. Le rapport de l’OMC explique que cette révision découle « d’une révision générale des statistiques commerciales de l’Afrique et d’un affaiblissement plus important que prévu des importations de l’Europe, principal partenaire commercial de l’Afrique ». Ces prévisions interviennent alors que l’institution anticipe désormais une croissance de 3,2 % du PIB de l’Afrique pour 2024 « aux taux de change du marché ». Sur le plan global, l’OMC a également ajusté ses prévisions de croissance pour le commerce mondial en 2024 à 2,7 % contre 2,6 % initialement, tout en abaissant celles de 2025 à 3 % contre 3,3 %. Ralph Ossa, économiste en chef de l’OMC, a par ailleurs souligné : « les perspectives dans le commerce des services sont plus positives que pour les biens, avec une augmentation de 8 % en valeur en dollars américains du commerce mondial des services commerciaux au premier trimestre 2024 par rapport à l’année précédente » Il prévoit que cette tendance se poursuive au deuxième trimestre.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses saluent les résultats des banques américaines

Les Bourses occidentales ont accueilli favorablement vendredi les bonnes performances du secteur financier aux États-Unis, qui a donné le coup d'envoi de la saison des résultats du troisième trimestre.

En Europe, l'indice CAC 40 à Paris a gagné 0,48%, tandis que le Dax à Francfort a pris 0,85%. Le FTSE 100 de Londres a grappillé 0,19%. A Zurich, le SMI a gagné 0,63%. A Wall Street, le Dow Jones (+0,97%) et l'indice élargi S&P 500 (+0,61%) ont chacun enregistré un nouveau record, le 45eme de l'année pour le second, tandis que l'indice Nasdaq a emmagasiné 0,33%. La place new-yorkaise était bien orientée avant l'ouverture grâce aux résultats des banques américaines JPMorgan Chase et Wells Fargo, qui ont chacune dépassé les attentes sur le plan du bénéfice net. Pour autant, les deux établissements ont vu leurs profits se contracter et leurs revenus nets d'intérêt (intérêts perçus déduits de ceux versés aux clients) sont sous pression. "Ces résultats de banques étaient bons, mais pas incroyables non plus", a tempéré Steve Sosnick, d'Interactive Brokers, pour qui ces chiffres "n'ont été qu'un prétexte pour repartir à l'achat". Outre JPMorgan Chase (+4,44%) et Wells Fargo (+5,61%), c'est tout le secteur financier qui a pris de la hauteur, notamment Goldman Sachs (+2,50%) et American Express (+2,10%), qui ont établi de nouveaux records en séance. L'humeur positive de Wall Street s'est affirmée avec la publication de l'indice PPI des prix à la production, qui est

resté stable sur un mois en septembre, alors que les économistes attendaient une petite hausse de 0,1%. Pour José Torres, d'Interactive Brokers, cette surprise favorable, associée à une décline de l'indice de confiance des consommateurs publié par l'université du Michigan "ont compensé un peu de la crispation née de l'indice CPI élevé", publié la veille. La Bourse de New York a aussi été aidée par la stabilisation des taux obligataires et un petit repli des cours du pétrole, selon Art Hogan, de B. Riley Wealth Management. Le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans ressortait à 4,09%. Il était supérieur à son niveau de clôture de la veille (4,06%) mais inférieur au pic de deux mois atteint jeudi (4,11%). De l'autre côté du globe, les investisseurs attendent une conférence samedi à Pékin du ministre chinois des Finances, Lan Fo'an, pour préciser le contenu du plan de relance de la deuxième économie mondiale présenté au début du mois. L'absence d'annonce lors d'une précédente présentation avait fait dévisser mardi les marchés asiatiques et européens. "Les investisseurs attendent un vrai plan fiscal pour soutenir les classes moyennes, seul moyen de relancer durablement la consommation" dans le pays, selon Nicolas Budin. En Europe, les investisseurs attendent

jeudi prochain la réunion de politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE) qui devrait à nouveau baisser ses taux de 0,25 point de pourcentage alors que l'inflation poursuit son ralentissement dans la zone euro.

Tesla déçoit

Le constructeur a dégringolé (-8,78%), certains investisseurs se montrant déçus de la présentation jeudi soir du très attendu "robotaxi" de la société d'Elon Musk. Le calendrier lointain, avec une mise sur le marché au mieux fin 2026, et le manque de précisions sur le modèle économique du robotaxi ont échaudé les intervenants. Cette déception a profité aux titres Uber (+10,81%) et Lyft (+9,59%), le "robotaxi" et l'infrastructure technologique qui va l'accompagner étant considérés comme des concurrents potentiels aux plateformes existantes de VTC (véhicule de tourisme avec chauffeur).

Tavares va quitter Stellantis

Le constructeur automobile Stellantis est désormais à la recherche de son prochain patron, après l'annonce dans la nuit de jeudi à vendredi du départ de Carlos Tavares à la retraite à la fin de son mandat début 2026. A Paris, le groupe a reculé de 2,79% en clôture, après avoir reculé de près de 5% durant la séance.

Le pétrole flanche

Les cours du pétrole ont légèrement reculé, à court d'élan après une nouvelle semaine positive, le marché constatant peu d'évolution sur le front géopolitique. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre s'est effrité de 0,45%, pour clôturer à 79,04 dollars. Le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain avec échéance en novembre a lui cédé 0,38%, à 75,56 dollars.

La Bourse de Paris finit la semaine dans le vert, portée par les banques américaines

La Bourse de Paris a fini la semaine dans le vert, portée par les bonnes performances du secteur financier aux États-Unis, qui a donné le coup d'envoi de la saison des résultats du troisième trimestre. Le CAC 40 a fini en hausse de 0,48%, soit 36,30 points, à 7.577,89 points. Jeudi, il avait terminé en léger recul, perdant 0,24%. Sur toute la semaine, l'indice vedette français a pris 0,48%. Plusieurs grandes entreprises américaines du secteur financier - JPMorgan, Blackrock et Wells Fargo - ont présenté vendredi des résultats au troisième trimestre globalement satisfaisants pour les marchés, qui ont fait bondir leurs titres à Wall Street. «Tous trois ont dépassé les

attentes, même si les bénéfices et leur chiffre d'affaires ont été légèrement inférieurs à ceux de l'année précédente», résume Konstantin Oldenburger, analyste pour CMC Market. Ces bons résultats ont déteint sur les Bourses européennes. Ils ont effacé la déception des investisseurs après la publication d'un indice des prix à la production aux États-Unis plus élevé que prévu par les consensus d'analystes, à 1,8% sur un an. Ces chiffres s'ajoutaient à plusieurs données - une inflation plus forte et un chômage plus bas que prévu en septembre - qui ont ces derniers jours relativisé le ralentissement de l'économie et de la hausse des prix aux États-Unis, interrogeant la trajectoire de

baisse de taux de la Fed. Les investisseurs attendent désormais la tenue d'une conférence samedi à Pékin du ministre chinois des Finances, Lan Fo'an, pour préciser le contenu du plan de relance de la deuxième économie mondiale présenté au début du mois. L'absence de nouvelle annonce lors d'une précédente présentation avait fait dévisser mardi le CAC 40 et son puissant secteur du luxe, qui dépend fortement de la consommation en Chine «Les marchés attendent un vrai plan fiscal pour soutenir la consommation des classes moyennes», explique à l'AFP Nicolas Budin, responsable de gestion Actions chez Myria AM.

PORTÉ PAR LES RÉSULTATS DES BANQUES AMÉRICAINES

Le CAC 40 termine la semaine en hausse

L'indice parisien a terminé en hausse ce vendredi, soutenu par le bon accueil réservé aux résultats des banques américaines, qui ont ouvert le bal des publications trimestrielles de l'autre côté de l'Atlantique. Le CAC 40 gagne 0,48% sur la semaine. La Bourse de Paris termine finalement en hausse ce vendredi. Pourtant, c'était loin d'être gagné tant le CAC 40 ne parvenait pas à trouver une direction claire...jusqu'à l'ouverture de Wall Street. L'indice parisien clôture en hausse de 0,48% à 7.577,89 points, soutenu par un bon départ de la sai-

son des résultats d'entreprises aux Etats-Unis. Les publications de JP Morgan, Wells Fargo et BlackRock sont ressorties supérieures aux attentes, ce qui a contenté les investisseurs. Les opérateurs ont aussi pris acte de l'orientation des prix à la production aux Etats-Unis pour le mois de septembre. L'inflation mais cette fois-ci mesurée du côté des producteurs, a ralenti en rythme annuel, ressortant à 1,8% contre 1,9% au mois d'août. Sur un mois, les prix sont stables alors que les analystes redoutaient une hausse de 0,1%. La séance du jour a ainsi été déter-

minante pour le bilan de la semaine pour le CAC 40, qui gagne donc aussi 0,48% en rythme hebdomadaire. Fitch rendra son verdict sur la note de crédit de la France au lendemain de la présentation du projet de budget 2025 qui est marqué par 60 milliards d'économies ou de nouveaux impôts.

Airbus maintient son objectif de livraisons

Du côté des valeurs, Airbus termine la semaine en tête du CAC 40 (+3,9%). L'avionneur dit maintenir sa prévision de 770 livraisons d'avions

pour l'année 2024, selon des déclarations de Christian Scherer, directeur général des avions commerciaux d'Airbus, rapportées par l'AFP. Stellantis en revanche, a reculé de 2,8% après avoir indiqué avoir remanié son état-major et acté le départ à la retraite de Carlos Tavares à l'issue de son mandat, soit en début d'année 2026. Toujours dans le secteur automobile, Tesla redonne 7,8% à Wall Street. La présentation du robotaxi du constructeur de voitures électriques a laissé les investisseurs sur leur faim. Sanofi a cédé 0,4%, le géant pharmaceutique français a an-

noncé être entré en négociations avec le fonds d'investissement américain Clayton Dubilier & Rice (CD&R) pour lui céder une participation de contrôle de 50% dans Opella, sa division de santé grand public qui détient notamment la marque Doliprane. Sur le marché des changes, l'euro grignote 0,05% face au dollar à 1,0945 dollar. Le pétrole est en baisse. Le contrat de décembre sur le Brent de mer du Nord cède 0,6% à 78,94 dollars tandis que celui de novembre sur le WTI coté à New York recule de 0,7% à 75,34 dollars le baril.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 10 Octobre 2024 Valeur : 14 Octobre 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.1352	133.1502
1	EUR	EURO		145.5035	145.5332
1	GBP	POUND STERLING		174.0102	174.0981
100	JPY	JAPANESE YEN		89.2387	89.2547
1	CNY	CHINESE YUAN		18.8097	18.8142
1	CHF	SWISS FRANC		154.6106	154.6460
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		96.9455	96.9634
1	DKK	DANISH KRONE		19.5096	19.5126
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8135	12.8171
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.3407	12.3450
1	AED	UAE DIRHAM		36.2430	36.2550
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4573	35.4670
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.0893	434.4215
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.9911	43.4231
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.5636	13.5652
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.7065	27.8481
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3528	3.3632
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.3812	178.3812

CHINE

L'Etat renforce son soutien à l'économie

Le ministre chinois des Finances a annoncé que la Chine allait consacrer près de 300 milliards d'euros d'obligations au cours des trois prochains mois, afin de relancer la deuxième économie mondiale, en perte de vitesse.

La Chine a annoncé samedi un recours massif à l'endettement public, avec notamment des obligations spéciales, pour soutenir son économie en perte de vitesse, ciblant le marché et les banques.

Ces annonces viennent s'ajouter à une série de mesures annoncées ces dernières semaines, notamment des baisses de taux d'intérêt et l'octroi de liquidités aux banques. La Chine a connu l'an dernier l'une de ses croissances les plus faibles en trois décennies (5,2%), selon un chiffre officiel qui laisse dubitatifs certains économistes compte tenu des difficultés qui pèsent sur l'activité.

Ce taux ferait rêver nombre de nations développées mais il reste pour la Chine bien loin de l'expansion fulgurante qui l'a propulsée ces dernières décennies vers les sommets de l'économie mondiale. Samedi, lors d'une conférence de presse, le ministre des Finances Lan Fo'an, a déclaré que Pékin "était en train d'accélérer l'utilisation de bons du Trésor supplémentaires". "Au cours des trois prochains mois, un total de 2.300 milliards de yuans (296,84 milliards d'euros) d'obligations spéciales pourra être utilisé", a affirmé le ministre.

Il a précisé que Pékin prévoyait également "d'émettre des obligations spéciales d'Etat pour soutenir les grandes banques commerciales publiques", sans en préciser le montant.

Les fonds permettront d'aider les grandes banques commerciales d'Etat à reconstituer leur capital de base, à améliorer leur



résistance au risque et leurs capacités de prêt, et à mieux servir le développement de l'économie", a-t-il expliqué. Pékin va aussi relever le plafond de la dette des collectivités locales pour leur permettre de dépenser davantage dans les infrastructures et de favoriser l'emploi.

Réflexion en cours

Les analystes ont souligné que les chiffres annoncés par le ministre des Finances n'étaient pas nouveaux et que Pékin n'avait pas dévoilé de nouvelles mesures de relance budgétaire.

"Les messages clés sont que (...) le gouvernement central a la capacité d'émettre plus d'obligations et d'augmenter le déficit budgétaire" et "prévoit d'émettre plus d'obligations pour aider les gouverne-

ments locaux à payer leur dette", a commenté Zhiwei Zhang, économiste en chef de PinpointAsset Management.

Pékin est probablement "encore en train de travailler sur les moindres détails de la relance budgétaire", a déclaré de son côté à l'AFP Heron Lim, de Moody's Analytics. Les principales banques chinoises vont par ailleurs baisser les taux d'intérêt sur la plupart des prêts immobiliers existants à partir du 25 octobre, conformément à une demande faite en septembre par la Banque centrale, a annoncé samedi la chaîne d'Etat CCTV.

Elle a précisé que de grandes banques, dont Bank of China et China Construction Bank, avaient annoncé qu'elles procéderaient aux ajustements "par lots" et que les clients n'auront "pas besoin d'en faire la demande".

CANADA

Première baisse du taux de chômage en 7 mois à 6,5%

Le taux de chômage au Canada a reculé à 6,5% en septembre, la première baisse depuis janvier, après avoir atteint un sommet le mois précédent, selon des données officielles publiées vendredi.

Au total, 47.000 emplois ont été créés en septembre "après avoir peu varié pendant quatre mois consécutifs", principalement grâce aux jeunes de 15 à 24 ans et aux femmes âgés de 25 à 54 ans dans le

secteur privé, précise Statistique Canada. "Une bonne progression de l'emploi ne changera pas notre avis selon lequel la banque centrale réduira son taux de 50 points de base dans le courant du mois", notent des analystes. Ces données "ne modifient pas l'état d'un marché du travail qui s'est considérablement ralenti depuis que la Banque du Canada a commencé à relever ses taux d'intérêt", estiment-ils. Des experts prédi-

sent une nouvelle baisse du principal taux directeur le 23 octobre, mais d'un quart de point seulement.

Le nombre d'employés a essentiellement augmenté dans le secteur de l'information, la culture et les loisirs (+22.000, +2,6%), du commerce de gros et de détail (+22.000, +0,8%) et des services professionnels, scientifiques et techniques (+21.000, +1,1%).

En septembre, l'emploi à temps plein

a connu "sa plus forte hausse depuis mai 2022" en progressant de 112.000 (+0,7%), précise l'agence fédérale.

Le salaire horaire moyen a augmenté de 4,6% (+1,58 dollars canadiens (+1,05 euros) pour atteindre 35,59 dollars) en septembre par rapport à un an plus tôt tandis que le total des heures travaillées a diminué de 0,4% en septembre, mais il était en hausse de 1,2% sur un an.

ITALIE

La Banque d'Italie maintient à 0,6% sa prévision de croissance pour 2024

La Banque d'Italie maintient à 0,6% sa prévision de croissance du Produit intérieur brut (PIB) pour 2024, selon ses dernières estimations publiées vendredi.

"Sur la base de nos projections macro-économique les plus récentes, le PIB augmentera de 0,6% (de 0,8% en excluant la correction des effets de calendrier) et augmentera au cours des deux années suivantes plus de 2% au total", écrit la Banque d'Italie dans son rapport, soit de 1% en 2025 et de 1,2% en 2026.

L'institution avait déjà estimé en juin déjà que la hausse du PIB serait de 0,6% cette année.

Pour l'ensemble de l'année, le gouvernement dirigé par Giorgia Meloni tablait jusqu'ici sur une hausse du PIB de 1%, alors que l'Institut national des statistiques (Istat) a revu à la baisse l'acquis de croissance constaté fin juin, à 0,4%, contre 0,6% auparavant.

Mardi, le ministre de l'Economie Giancarlo Giorgetti avait reconnu devant le Parlement que cette révision à la baisse

de l'acquis de croissance "rend plus difficile de parvenir à une croissance réelle du PIB de 1% pour l'année en cours".

Avec cette estimation d'une croissance de 0,6% sur l'ensemble de l'année, la Banque d'Italie se montre plus prudente que la Commission européenne, qui a tablé sur 0,9% en mai, ou le Fonds monétaire international (FMI), qui l'a estimée à 0,7% en juillet.

En ce qui concerne l'inflation, la Banque d'Italie table sur 1,1% en 2024 et 1,6% par an pour les deux années suivantes.

OURAGAN MILTON

La facture pourrait s'élever à 60 milliards de dollars

Même si le pire semble avoir été évité, Milton a fait au moins 11 morts et des dégâts colossaux, notamment à cause d'une série de tornades inattendues. L'ouragan majeur est le deuxième à frapper les États-Unis en quinze jours. Avant lui, Hélène a dévasté plusieurs États du sud-est, tuant plus de 236 personnes et emportant des pans de routes entières.

A lui seul, Milton pourrait coûter jusqu'à 60 milliards de dollars aux assureurs selon l'agence de notation Morningstar DBRS qui ajoute que la saison des ouragans 2024, qui dure jusqu'à la fin novembre, « risque d'entamer leur rentabilité ». Ces dernières années, la Floride est devenue le symbole de la crise de l'assurance des biens immobiliers dans le pays. Certains assureurs ont déjà abandonné l'Etat, particulièrement à risque face au changement climatique.

Augmentation des tarifs

Les tarifs des assurances pourraient augmenter au 1er janvier mais aussi ceux des réassureurs. Ces derniers vont devoir compenser la baisse de leurs résultats, prévient Barclays. Les actions de plusieurs d'entre eux comme SwissRe, Munich Re et Lloyd's of London ont reculé cette semaine à l'approche de l'ouragan. Certaines avaient pourtant récemment atteint des niveaux record en Bourse après avoir enregistré d'importants bénéfices. Mais pour la RBC "ce n'est qu'une question de temps avant que les actions ne remontent car les perspectives d'une tarification plus stricte des futures polices d'assurances s'installent". Reste que selon une étude de SwissRe, à cause du changement climatique, le coût des catastrophes naturelles pour les assureurs et les réassureurs pourrait "doubler au cours des dix prochaines années". L'an dernier, dans le monde, les événements climatiques ont engendré 280 milliards de dollars de dégâts.

ETATS UNIS

Les prix de gros continuent de ralentir en septembre

L'indice des prix de gros aux Etats-Unis, qui mesure l'inflation du côté des producteurs, a légèrement ralenti sur un an en septembre, profitant notamment du recul des prix de l'énergie, mais avec un rebond des prix de l'alimentation. Les prix de gros ont progressé de 1,8% sur un an en septembre, contre 1,9% en août, selon l'indice des prix à la production PPI publié vendredi par le département du Commerce. Sur un mois, la hausse est de 0,2%, soit identique au mois précédent mais légèrement au-dessus des attentes, les analystes tablant plutôt sur une hausse mensuelle de 0,1%, selon le consensus publié par briefing.com. Si l'on ne prend en compte que l'évolution sous-jacente des prix, c'est-à-dire sans les variations des prix de l'alimentation et de l'énergie qui sont plus volatils, l'indice PPI sous-jacent continue de ralentir, à 3,2% sur un an contre 3,3% en août. Pour les services, l'indice souligne une hausse de 0,2% sur un mois, soit un ralentissement sensible comparé au mois d'août, qui avait connu une hausse de 0,4%.

MOTEUR 1.2 HYBRIDE STELLANTIS

Des boîtes de vitesse déjà remplacées à très faible kilométrage

En plus d'un 1.2 PureTech revu en profondeur, les versions hybrides 48 V du groupe Stellantis reçoivent une boîte de vitesses assez innovante. Hélas, plusieurs lecteurs nous ont indiqué avoir dû faire remplacer cette transmission, parfois juste après la livraison de leur nouveau véhicule.

De temps en temps, un article peut en appeler un autre. Lors d'un récent sujet sur les courroies et chaînes de distribution, nous vous avions invités à nous contacter si vous aviez connu des déboires avec le nouveau 1.2 Puretech du groupe Stellantis. Finalement, nous n'avons reçu aucun signal inquiétant pour ce troiscylindres revu de fond en comble. En revanche, la donne est différente concernant la boîte de vitesses automatique qui l'accompagne sur les versions à hybridation légère 48 V. Une dizaine de propriétaires de Peugeot 3008, Citroën C5 Aircross ou Opel Grandland 1.2 Hybrid 136 nous ont révélé qu'il avait fallu déjà remplacer cette transmission e-DCS6 sur leur véhicule, à des kilométrages compris entre 5 000... et 135 km.

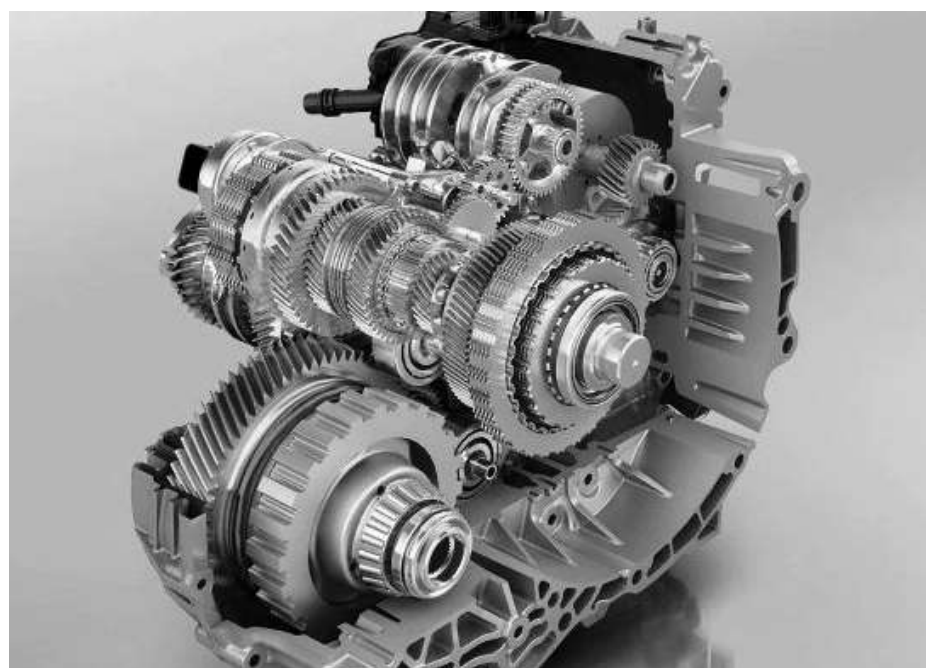
Un désagrément important pour les propriétaires

Même si cela reste un nombre encore faible à l'échelle d'une production industrielle, le phénomène n'est pas anodin. On parle ici d'une intervention lourde, qui exige de longues heures de main-d'œuvre et n'est que très rarement effectuée sur des voitures quasiment neuves. Le changement de la boîte a évidemment été pris en charge dans le cadre de la garantie, avec fourniture d'un véhicule de prêt. Mais vos témoignages ont bien mis en lumière les dés-

agréments et la perte de confiance envers la marque qu'une telle mésaventure pouvait engendrer. Surtout que pour certains d'entre vous, ce remplacement de la transmission n'était que le début des ennuis. Deux propriétaires de l'actuel Peugeot 3008 et un possesseur d'Opel Grandland nous ont notamment indiqué avoir dû subir une nouvelle immobilisation peu de temps après, sans solution apportée à l'heure où nous rédigeons ces lignes.

Une fausse boîte double embrayage complexe

Une partie du problème pourrait provenir du caractère à la fois innovant et économique de cette boîte de vitesses e-DCS, développée avec l'équipementier belge Punch Powertrain dans le cadre de la coentreprise eTransmissions. Contrairement à ce que l'appellation de eDCT parfois utilisée peut suggérer, il ne s'agit en effet pas d'une boîte à double embrayage classique, comme les DSG et s tronic que le groupe Volkswagen propose depuis plus de vingt ans. Sans trop rentrer dans détail, il y a ici trois embrayages et ils ne permettent pas de présélectionner un rapport en avance pour gagner du temps. La complexité est d'autant plus grande qu'un moteur électrique est intégré dans la boîte. Dès le début, nous avons ainsi émis des réserves sur la capacité de cette transmission à proposer autant d'agrè-



ment que les meilleures boîtes automatiques du marché. Selon nos informations, sa mise au point n'a d'ailleurs pas été une partie de plaisir.

Une campagne de mise à jour en cours

Nos essais ont ensuite confirmé que cette hybridation légère n'était pas sans reproches, avec un manque de douceur par moments, des bruits mécaniques ou un freinage régénératif mal dosé. Nous avons également constaté des dispersions de fonctionnement d'un véhicule à l'autre. En revanche, nous n'avons pas

rencontré les problèmes de fiabilité majeurs que vous avez expérimentés, malgré les milliers de kilomètres effectués à bord de différents modèles 1.2 Hybrid 100 ou 136 ch – de la Peugeot 208 au 5008 en passant par la Fiat 600 ou la Citroën C4. Cela ne signifie pas que nous prenions vos déboires à la légère, bien au contraire. Même si une campagne de rappel visant à reprogrammer des calculateurs de boîtes e-DCS6 a été lancée récemment, notamment pour le nouveau 3008, on peut douter qu'elle suffise à résoudre tous vos soucis.

POUR ÉVITER UNE FUITE DE CARBURANT

Renault rappelle plus de 30 000 utilitaires

Alors que son remplaçant débute sa carrière, l'ancien Renault Master se retrouve convoqué en atelier. Plus de 80 000 exemplaires de ce fourgon dans le monde font l'objet d'un rappel à cause d'un tuyau de carburant qui pourrait se mettre à fuir. Même quand un modèle a terminé sa carrière, il peut encore faire l'objet de rappels si la sécurité de ses utilisateurs est en jeu. C'est ce qui est arrivé il y a peu à l'ancienne Mini Cooper SE, à deux reprises en quelques semaines. Aujourd'hui, le Renault Master troisième du nom se retrouve dans la même situation. Alors que ce grand fourgon a récemment pris sa retraite pour laisser la place à son successeur, pas moins de 35 039 exemplaires doivent repasser par l'atelier. Ils ont tous été fabriqués entre le 23 septembre 2014 et le 27 septembre 2023 dans l'usine française de Batilly, en Meurthe-et-Moselle. Au

total, dans le monde, d'après le ministère des Transports allemand KBA, on grimperait même à plus de 80 000 unités.

Une intervention qui dure de 10 à 35 minutes

La marque au losange a en effet identifié un problème qui n'apparaît qu'à long terme. Un tuyau de carburant pourrait finir par fuir à force de frotter contre le faisceau moteur. Le risque serait alors, dans les cas les plus graves, de voir le véhicule prendre feu. Pour éviter ces conséquences potentiellement catastrophiques, Renault a prévu de contrôler l'usure du tuyau de carburant incriminé. Il sera remplacé si c'est nécessaire, alors qu'un écarteur sera systématiquement installé. Cela évitera de voir le phénomène revenir ultérieurement. En fonction de l'exemplaire, cette intervention pourra durer entre 10 et 35 minutes.



Comment savoir si son véhicule est concerné ?

Même si la plupart des Master concernés ne sont plus sous garantie, pièces et main-d'œuvre seront ici prises en charge par le constructeur. C'est une obligation légale

lorsqu'on parle d'un rappel officiel, répertorié sur le site européen officiel Rapex. Les propriétaires, qui sont majoritairement des entreprises, devront par ailleurs être prévenus par courrier. Mais il est aussi possible d'utiliser l'outil en ligne mis en place

par Renault pour savoir en un seul clic si un exemplaire doit bien revenir en atelier. Il suffira pour cela de se munir du numéro de série, alias VIN, visible à la lettre E de la carte grise ou au bas du pare-brise côté conducteur.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

L'improbable infiltration de hackers dans le fret maritime

Le groupe de cyberespionnage Mustang Panda intensifie ses attaques contre l'industrie du fret maritime en Europe. Sa nouvelle stratégie audacieuse : l'utilisation de clés USB infectées, potentiellement distribuées lors d'événements et salons professionnels.

L'industrie maritime européenne est dans la ligne de mire des cybercriminels, et plus particulièrement du groupe Mustang Panda, connu pour ses liens présumés avec la Chine, qui a récemment changé de tactique pour cibler les entreprises de fret maritime. Nous sommes bien loin, ici, du traditionnel phishing par e-mail. Place désormais à une méthode plus perfide : les clés USB infectées, à l'apparence inoffensive lorsqu'elles sont déguisées en goodies. Aux Assises de la cybersécurité, nous avons discuté de cette étonnante méthode avec Mathieu Tartare, chercheur en logiciel malveillant chez ESET.

Mustang Panda : une distribution de clés USB qui inquiète et interroge

Mustang Panda n'est pas un nouveau venu dans le monde du cyberespionnage. Mathieu Tartare nous dit qu'il s'agit « d'un groupe affilié à la Chine, qui originellement était plutôt actif en Asie de l'Est et du Sud-Est. » Mais récemment, son champ d'action s'est élargi. « Mustang Panda a ajouté l'Europe à sa liste », précise Tartare. Et ce changement de cible s'accompagne d'une évolution de ses méthodes d'attaque. « Ce qu'on a détecté, dans l'affaire dont nous allons parler, c'est que le malware est exécuté depuis des clés USB infectées », révèle le chercheur. Cette approche soulève d'emblée des questions sur la méthode d'infection initiale, qui vous allez le voir est plus osée que jamais. L'utilisation de clés USB infectées n'est pas sans rappeler certaines techniques

d'espionnage traditionnelles. Mathieu Tartare nous partage ses hypothèses, issues de différents indices : « On en a plusieurs, mais on exclut par contre celle de l'accès physique direct. Une hypothèse intéressante, pour nous, est celle du ver USB. Et la troisième, ce sont les rassemblements sociaux, les conférences, les salons, les workshops, ce genre de choses. » Là, nous sommes sur un autre niveau d'organisation.

Les clés USB vérolées distribuées sur des salons et conférences professionnels ?

L'hypothèse des événements professionnels comme vecteur de propagation est particulièrement préoccupante. Mathieu Tartare nous présente un scénario possible : « On peut imaginer qu'il y a les Assises du fret maritime, où une compagnie, peu importe son origine, distribue des goodies parmi lesquels on retrouverait une clé USB verrouillée. » Cette approche permettrait aux attaquants de cibler précisément leur secteur d'intérêt tout en bénéficiant de la confiance naturelle accordée lors de ces rassemblements. Les méthodes d'infiltration potentielles sont multiples. Notre expert évoque plusieurs possibilités : « On pourrait imaginer une fausse entreprise montée exprès dans le fret maritime. » Il ajoute : « Moi, je pourrais inventer aujourd'hui une compagnie dans tel domaine, dépenser de l'argent pour un stand. Personne ne va venir vérifier que je suis vraiment une entreprise de ce domaine. » Cette facilité d'accès aux événements professionnels pourrait

tout à fait avoir été exploitée par les cybercriminels.

« On a vu par le passé des attaques avec des clés USB qui étaient simplement laissées sur des parkings ou dans des restaurants se trouvant autour des lieux d'intérêt d'un salon ou d'une conférence. » On parle ici de clés qui peuvent, par exemple, porter le nom de l'événement, ce qui rassure et donne confiance. « On peut imaginer des clés vérolées qui ont été commandées sur AliExpress, ou d'une attaque sur la chaîne logistique. » L'individu ou le groupe n'est alors même pas obligé de rentrer dans l'événement.

« Là, on rentre presque dans la catégorie de l'accès physique. Si c'est ce cas-là qui est arrivé, cela veut dire que nous sommes en train d'avoir des agents qui ont voyagé pour aller déposer des clés USB. Ce qu'il faut retenir, c'est que ce n'est pas impossible », complète Mathieu.

L'impact de ces attaques pourrait en tout cas être considérable. Bien que les noms des entreprises touchées ne soient pas divulgués, nous avons pu apprendre que de grosses compagnies spécialisées dans le fret maritime européen et mondial ont été visées. Les entreprises du secteur vont devoir renforcer leurs protocoles de sécurité, notamment lors des événements professionnels. La formation des employés à la reconnaissance des menaces potentielles et la mise en place de contrôles stricts sur l'utilisation des périphériques USB seront essentielles, et cela passera par la collaboration entre les acteurs du fret et les experts en cybersécurité.

Starship aura-t-il l'autorisation de décoller dimanche ? SpaceX n'a plus qu'à appuyer sur le bouton !

La plus importante fusée au monde pourrait décoller ce 13 octobre, si elle obtient d'ici là les autorisations de vol. La firme d'Elon Musk a préparé son booster SuperHeavy pour pouvoir le rattraper avec son système de bras amovibles, et installé de nouvelles protections thermiques pour Starship. Alors, go ? Un véritable bras de fer s'est joué au mois de septembre entre SpaceX et la FAA (autorité américaine de l'aviation). L'entreprise affirmait que sa Starbase au Texas était prête pour le décollage du 5e vol de test de Starship, tandis que l'administration étatique affirmait ne pouvoir donner le sésame qu'à la fin du mois de novembre. Un délai « inacceptable » qui a fait couler beaucoup d'encre... et qui sera finalement plus court que prévu ? Depuis le 7 octobre, SpaceX agit comme si l'autorisation de vol allait tomber du ciel sans attendre et prépare son lancement pour le dimanche 13 octobre. Derniers essais de comptes à rebours fictifs, tests du système de bras sur la tour, installation des explosifs du système d'autodestruction en cas d'urgence : l'entreprise n'a pas ménagé ses efforts, tout en publiant aussi les interdictions aériennes et maritimes pour l'évacuation des zones dans lesquelles les étages vont se poser. Pourtant, même si plusieurs observateurs spéculent sur une autorisation délivrée à la dernière minute, la FAA n'a pas encore délivré sa précieuse autorisation.

Si l'accord est là, ça va décoller !

Pour son profil de vol, cette mission ressemblera quelque peu à celle qui a pris place à la fin du printemps pour le 4e essai de Starship. Avec deux modifications majeures tout de même. La première prendra place quelques minutes après le décollage. Après sa poussée initiale pour envoyer Starship hors de l'atmosphère, le booster SuperHeavy B12 freinera pour retourner vers son site de décollage, effectuant un premier rallumage moteur. Ensuite, selon ses données internes, sa trajectoire et la qualité du suivi de sa position, il déterminera (et les équipes au sol aussi) si oui ou non, il tente de se poser directement sur la Starbase, attrapé par les bras de la tour de lancement. Une arrivée qui promet d'être spectaculaire, qu'elle réussisse ou non. Si tout fonctionne comme prévu, ce serait une éclatante démonstration technique. Le vol ne sera pourtant pas terminé, le Starship effectuant une large parabole pour revenir dans l'atmosphère au-dessus de l'océan Indien. Les équipes de SpaceX ont passé plusieurs mois à rééquiper ce véhicule, le Starship S30, avec un nouveau revêtement thermique interne sous sa couche de tuiles résistantes, et ont appliqué de nouvelles protections sur les ailerons et plans canards pour qu'ils résistent mieux à ces intenses minutes dans le plasma et les flammes. Starship tentera comme la fois dernière de se poser à la verticale sur l'océan et ne sera pas récupéré.

La NASA suit l'aventure avec attention

Alors, décollera, décollera pas ? La NASA, sans entrer dans le débat avec les autorités, a toutefois affirmé attendre avec attention ce nouvel essai, car la récupération et la réutilisation de Starship et de son booster sont au centre du programme Artemis. En effet, pour pouvoir atteindre la Lune, il faudra ravitailler un Starship en orbite avec du carburant, ce qui ne sera possible qu'avec plusieurs décollages d'affilée. Les progrès sont donc suivis avec attention, sur fond de désaccords réglementaires, de politique américaine à quelques semaines des élections présidentielles et d'évolutions techniques.

Brèves

Soupe à la grimace pour la French Tech

Après la présentation du projet de loi de finances 2025 de nombreux entrepreneurs sont inquiets. En ligne de mire, la suppression du crédit d'impôt innovation, un dispositif réservé aux entreprises de moins de 250 salariés permettant de déduire 30 % des dépenses en prototypage et pilotes de nouveaux produits sur l'impôt des sociétés. Dernier signe visible du marasme ambiant, la start-up Cubyn spécialisée dans la logistique à la demande qui avait séduit Bpifrance, Eurazeo et 360 Capital, a été placée en liquidation judiciaire. "Nous sommes dans une situation difficile, nous devons être responsables et solidaires. Mais, plusieurs dispositifs restent inchangés", a voulu rassurer Clara Chappaz, secrétaire d'Etat chargée de l'Intelligence Artificielle et du Numérique dans une interview à BFM Business. Et Numeum d'indiquer de son côté : "Les dispositifs de soutien à l'innovation y sont remis en cause (réduction des crédits de

France 2030, fin des dispositifs attractifs pour toutes les TPE, PME et startups comme la JEI) et cela se traduira nécessairement en pertes d'emplois pour toutes les entreprises, en première ligne pour délivrer les transformations nécessaires pour notre pays."

Le FBI piège des criminels avec sa cryptomonnaie

Afin d'observer de près le comportement des fraudeurs dans l'utilisation des monnaies virtuelles, le FBI a créé un instrument basé sur Ethereum appelé NexFundAI. Une idée qui a fonctionné puisque l'agence a pu grâce à cela faire inculper 18 personnes et entités dans le cadre d'une opération internationale ciblant la fraude et la manipulation généralisées sur les marchés des cryptoactifs. Cinq accusés ont plaidé coupable et les autorités ont appréhendé trois autres accusés au Texas, au Royaume-Uni et au Portugal cette semaine. Plus de 25 M\$ en cryptoactifs ont été saisis et plusieurs robots d'échange

responsables de millions de dollars d'opérations frauduleuses pour environ 60 cryptoactifs différents ont été désactivés.

JFrog dans le viseur des fonds

L'éditeur de solutions DevOps attire l'attention des investisseurs et surtout des fonds qui rôdent autour de son capital. Selon Bloomberg, plusieurs sociétés de capital-investissement, dont Permira et Hellman&Friedman, auraient déjà manifesté leur intérêt pour une acquisition potentielle. Les discussions en seraient à un stade préliminaire. Suite à cette annonce la valeur l'action de JFrog a augmenté de plus de 5 % jeudi et de plus de 4 % vendredi avant l'ouverture des marchés. En réponse à ces spéculations, un porte-parole de JFrog a déclaré à Bloomberg que « la société n'est pas en discussion avec un fonds d'investissement privé ou un conseiller financier au sujet d'une fusion et d'une acquisition à l'heure actuelle » et a réaffirmé que JFrog ne commentait généralement pas les rumeurs. La capitalisation boursière de l'éditeur atteint près de 3,3 Md\$.

Mots fléchés

Soldat du feu (deux mots) Profanations		Lock-out		Missive		Semblable Déployer		Industrie Esquivés		Taures		Siège du gouvernement fédéral suisse	
										Personnage biblique			
Inédite		Paresseux		Habitant la botte Crochets								Pépin	
					Désodorisant en pierre					Atome Représentation graphique			
Articles Fabriquée la bière					Qui est à l'état naturel		Divinité						
							Petit chérubin		Césium Fleuve irlandais			Une espèce de grande punaise	Débris de bouteille
Forme de pouvoir Fleuve italien			Broyèrent Tout de suite										
		Israël pour le CIO Arrose Saint-Omer				Monarque		Raillerie					
Affliction Pierre précieuse				Impératif							Pour un oubli Tranche de gros poisson		
					Points cardinaux Ventilation			Un personnage du petit Nicolas					
Société fermée		Grotesque		Membre d'un oiseau					Soleil divin			Divinité égyptienne	
						Surfaces agricoles		Empereur romain Avertie					
Ville de carnaval				Loupa Similaire					Enzyme	Déshabillés			
Ensemble des acheteurs	Lanterne		Affluent du Rhin				Faisceau lumineux						Sucre simple
										Vilain	Unique	Écimai	
Actinium Bouleversé			Planche de bois				Agités						
			Saint normand			Petit saint Faux marbre			Pilastre carré				
Ployons Dépôt							Remplace le RMI		Native À moi				Possède
			Équerre		Signe orthographique						Tantale Petit tour		
Giboulée		Costumes de danse						Greffai					
					Calcium			Sillon					

Boeing va supprimer environ 17.000 emplois dans le monde

Boeing a annoncé vendredi une réduction dans les prochains mois d'environ 10% de ses effectifs mondiaux, ce qui devrait affecter autour de 17.000 emplois, ainsi qu'une série de mesures affectant son catalogue d'avions, pour tenter de surmonter ses difficultés financières. Dans deux messages distincts diffusés vendredi, l'avionneur a également annoncé un report supplémentaire des livraisons de son nouveau gros porteur 777X et l'arrêt de la production du 767 cargo en 2027. Il a aussi prévenu que ses résultats du troisième trimestre allaient être plombés par de lourdes charges du fait, notamment, de la grève de plus de 33.000 ouvriers depuis mi-septembre.



BATNA

Ouverture des 7^{es} journées chirurgicales consacrées aux malformations congénitales chez l'enfant

Le coup d'envoi des 7^{es} journées chirurgicales consacrées aux malformations congénitales complexes chez l'enfant, organisées en coordination avec les médecins spécialistes de l'hôpital Mère-Enfant de Sidi Mabrouk, à Constantine, a été donné, samedi, à l'Etablissement public hospitalier (EPH) d'Ain Touta (Batna). Cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 17 octobre, donnera lieu à la réalisation de plus de 100 interventions chirurgicales, dont 30 qualifiées de nature "complexe", a indiqué le directeur de l'EPH d'Ain Touta, Nouredine Nafissi. Le même responsable a précisé, en marge du lancement de ces journées en présence du wali de Batna, Mohamed Benmalek, que tous les moyens matériels et humains ont été mobilisés pour la réussite de cet événement, notamment le personnel médical spécialisé dirigé par les professeurs Hicham Choutri de l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) Mère-Enfant de Constantine et Hiyam Louchan de l'EPH d'Ain Touta. Pour la première fois, un atelier de formation sera organisé à l'intention d'une quarantaine de chirurgiens pédiatriques venus de plusieurs wilayas du pays, en plus d'une retransmission en direct d'interventions par laparoscopie destinées à traiter diverses anomalies des voies urinaires chez l'enfant, a ajouté M. Nafissi. Pour sa part, le wali de Batna, Mohamed Benmalek, a révélé l'acquisition d'une Colonne d'endoscopie pour laparoscopie, de dernière génération, au profit de l'hôpital d'Ain Touta, pour un montant de 30 millions de dinars puisé du budget de la wilaya "afin de faciliter le travail du personnel encadrant les journées chirurgicales et de prendre en charge le plus grand nombre possible d'enfants".

SAHARA OCCIDENTAL

Poursuite des travaux de la 3^e édition du Forum international de la jeunesse

Les travaux de la 3^e édition du Forum international de la jeunesse pour la solidarité avec le Sahara occidental se poursuivent samedi, à Bilbao en Espagne avec la participation d'environ 220 représentants de délégations venues des quatre coins du monde. Lors de la deuxième journée des travaux débutés la veille, les participants vont se répartir sur les 4 ateliers prévus durant le forum. L'atelier "Une occupation financée par nos propres ressources" va aborder le pillage par le Maroc des ressources naturelles du Sahara occidental et la campagne de greenwashing associée à ses projets d'énergie renouvelable. Il analysera comment l'extraction de ressources, telles que la pêche et le phosphate, impacte la population sahraouie et comment le Maroc utilise l'énergie verte sans le consentement du peuple sahraoui. Les participants exploreront les implications éthiques et juridiques de cette question, en recherchant des solutions respectueuses des droits sahraouis. L'atelier "Façonner le récit" vise à analyser les dif-

férents récits et acteurs qui ont influencé le conflit sahraoui depuis des décennies. A travers le dialogue et la réflexion critique, les participants examineront comment les récits ont affecté la perception du conflit et chercheront à créer un récit collectif adapté aux événements actuels. L'objectif est de favoriser une compréhension plus profonde et de générer de nouvelles perspectives pour aborder le conflit à partir d'une approche moderne. L'atelier "Tracer des routes de solidarité" sera axé sur la participation active des jeunes à la cause sahraouie. Les participants travailleront en groupes pour identifier les principaux problèmes entravant le soutien à la cause sahraouie et proposeront des solutions pratiques. Ensuite, ils formeront un groupe de travail pour développer des stratégies d'action viables. L'objectif est de favoriser la collaboration entre les participants et de promouvoir une action collective et organisée en faveur de la cause du Sahara occidental. Intitulé "Jeunesse sahraouie: perspectives d'avenir", le quatrième atelier se concen-

trera sur la discussion des résultats du diagnostic sur la situation de la jeunesse sahraouie et l'élaboration de propositions pour le nouveau Plan Jeunesse 2025-2030. Les participants seront divisés en sous-groupes pour analyser des sujets tels que l'emploi, la formation et les inégalités entre les sexes. Par la suite, chaque groupe proposera des actions concrètes pour relever ces défis et se réunira pour concevoir des solutions répondant aux besoins de la jeunesse sahraouie. La deuxième journée des travaux du Forum international de la jeunesse va également connaître la présentation de l'exposition: "Mémoire graphique du peuple sahraoui". Des événements parallèles ayant trait à la "Géopolitique du Sahara occidental: positions des pays sur le conflit et perspective globale", "Le rôle des jeunes femmes dans la résolution des conflits: donner du pouvoir aux voix sur la voie de la liberté" et "Voix réduites au silence: récits du Sahara occidental et blocus médiatique" seront également au programme.

APPO

L'Afrique appelle à un moratoire sur la taxe carbone de l'UE

Les producteurs de pétrole africains demandent une suspension de la mise en œuvre du Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM) de l'Union européenne pour les marchandises importées des pays africains. "L'Afrique ne peut pas se déve-

lopper sans combustibles fossiles. L'Afrique mérite mieux", a déclaré le secrétaire général de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO). La taxe prévue par l'UE menace ainsi la croissance économique des nations africaines, a noté le Dr Omar Farouk Ibrahim lors de

la Semaine africaine du pétrole en cours en Afrique du Sud. En effet, les pays africains pourraient collectivement perdre environ 25 milliards de dollars par an suite à l'introduction de ce dispositif, selon les estimations du Fonds africain pour le climat. Bruxelles prévoit d'imposer pro-

gressivement le "tarif vert" sur toutes les marchandises importées dans l'UE à partir de 2026, la mise en œuvre complète étant prévue d'ici 2034. Le coût des émissions de carbone devrait alors faire partie intégrante du prix de toutes les marchandises vendues au sein de l'UE.

CAMPAGNE DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME ET LA DIPHTÉRIE

Des équipes médicales d'Oran à Ain Guezzam

Une première équipe médicale de la wilaya d'Oran s'est rendue, jeudi soir à la wilaya d'Ain Guezzam, en renfort, pour participer à la campagne de lutte contre le paludisme et la diphtérie, a-t-on appris, samedi, du directeur local de la Santé et de la Population, Hadj Boutaouaf. M. Boutaouaf a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que cette opération s'inscrit dans le cadre de la solidarité avec cette région, qui a enregistré des

cas de paludisme et de diphtérie importés de la frontière sud, afin d'éviter leur propagation, soulignant que le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi, a donné des instructions pour envoyer des équipes médicales, chaque semaine, jusqu'au contrôle complet de la situation. Le même responsable a ajouté que la première délégation, composée de 7 médecins et d'un paramédical, s'est rendue à Tin Zaouatine, à Ain Guezzam, où ils séjourneront pendant

une semaine, afin de participer à la campagne de vaccination contre le paludisme et la diphtérie, ainsi que la prise en charge des cas enregistrés, qui sera remplacée, périodiquement, par d'autres équipes. Il y a lieu de rappeler que le ministère de la Santé a envoyé d'importantes quantités de vaccins, de sérums et de matériel médical (21.000 doses de vaccin et 330 doses de sérums antidiphtériques), au cours de la semaine passée aux wilayas du Sud,

qui ont enregistré des cas de paludisme et de diphtérie, afin d'assurer une prise en charge optimale des patients. Ces opérations interviennent conformément aux conclusions du Conseil des ministres du 6 octobre et en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant le renforcement des structures de santé au niveau des wilayas du Sud ayant enregistré des cas de diphtérie et de paludisme importés.

SPÉCIALISÉ DANS L'ORGANISATION DE TRAVERSÉES CLANDESTINES PAR MER

Démantèlement d'un réseau à Mostaganem

La brigade de lutte contre le trafic de migrants de la Sûreté de wilaya de Mostaganem ont réussi à démanteler un réseau spécialisé dans l'organisation de traversées clandestines par mer composé de 7 individus, indique, samedi, un communiqué de ce corps de sécurité. La même source a précisé que l'opération est intervenue à la suite d'une plainte émanant de personnes ayant déclaré avoir été victimes

d'escroquerie de la part de deux instigateurs principaux de traversées clandestines par mer, via le réseau social "Tik tok". Selon les plaignants, les deux suspects leur ont escroqué une somme de 2,3 millions de dinars qu'ils leur avaient exigée en guise d'arrhes, afin de les "accepter" comme candidats à l'émigration clandestine à partir de l'une des plages du littoral mostaganemois, a fait savoir la même source. Les investigations ap-

profondies menées par les policiers de la Sûreté de wilaya ont permis d'identifier et d'arrêter les deux principaux instigateurs de cette activité illégale, ainsi que 5 de leurs complices, la récupération d'une somme d'argent évaluée à 850.000 dinars et des comprimés psychotropes découverts chez l'un des suspects arrêtés, a-t-on expliqué. Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre des mis en cause, dont un faisait l'objet d'un

mandat d'arrêt pour son implication dans deux affaires similaires, et devront répondre des chefs d'accusation de planification de sorties illégales du territoire national, via un accès non frontalier en contrepartie de bénéfices financiers. Les 7 individus ont été présentés devant le Parquet près le tribunal de Mostaganem, conclut le communiqué de la Sûreté de wilaya.